

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ESPACE POLITIQUE ET POSITIONS PARTISANES :
LES PLATEFORMES ÉLECTORALES AU QUÉBEC DE 1994 À 2007

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
BENOIT TESSIER

SEPTEMBRE 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier mon directeur de recherche, Monsieur Jean-Guy Prévost, dont les conseils, les réflexions et les connaissances ont su guider efficacement mes recherches vers un sujet captivant qui a suscité mon intérêt jusqu'à la toute fin de ma démarche. Merci également à Monsieur Bruno Marien pour son aide précieuse lors de la validation statistique de mes données de recherche.

Je souhaite de plus souligner la contribution indéniable de ma copine, Sarah Chouinard, dont le courage personnel, la joie de vivre et le soutien indéfectible ont été une source constante d'énergie et d'inspiration.

Une mention particulière finalement à mes parents, Jacinthe Breton et Luc Tessier, qui m'ont sans cesse soutenu et encouragé dans mon parcours scolaire et pour qui cet aboutissement se situe au-delà de toute attente raisonnable.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	v
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES ACRONYMES	vii
RÉSUMÉ	viii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1	
LA THÉORIE DU CHOIX RATIONNEL DANS LES ÉTUDES ÉLECTORALES..	8
1.1 La rationalité des acteurs politiques.....	9
1.2 La transformation du concept de parti politique	12
1.3 Le paradoxe de l'action collective	13
1.4 La définition de l'espace politique.....	17
CHAPITRE II	
LA MÉTHODOLOGIE DU <i>COMPARATIVE MANIFESTO PROJECT</i>	22
2.1 La construction du cadre méthodologique.....	22
2.2 L'adaptation de la méthodologie à l'étude du cas québécois.....	26
2.3 Les résultats bruts de l'exercice de codage.....	36
CHAPITRE III	
L'ESPACE POLITIQUE QUÉBÉCOIS DE 1994 À 2007.....	38
3.1 Le Parti québécois.....	39
3.2 Le Parti libéral du Québec	43
3.3 L'Action démocratique du Québec	47
3.4 L'élection générale de 1994.....	52
3.5 L'élection générale de 1998.....	55

3.6	L'élection générale de 2003	58
3.7	L'élection générale de 2007	62
3.8	Le nouvel espace politique québécois.....	68
CONCLUSION.....		75
APPENDICE A		
DÉFINITION DES CATÉGORIES DE CODAGE.....		81
APPENDICE B		
DÉFINITION DES DIMENSIONS DE L'ESPACE POLITIQUE QUÉBÉCOIS.....		89
APPENDICE C		
RÉSULTATS BRUTS DE CODAGE		91
BIBLIOGRAPHIE		101

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
3.1	Évolution du positionnement relatif du Parti québécois dans l'espace politique québécois de 1994 à 2007.	40
3.2	Évolution du positionnement relatif du Parti libéral du Québec dans l'espace politique québécois de 1994 à 2007.	44
3.3	Évolution du positionnement relatif de l'Action démocratique du Québec dans l'espace politique québécois de 1994 à 2007.	48
3.4	Positionnement relatif du PQ, du PLQ et de l'ADQ dans l'espace politique québécois lors de l'élection générale de 1994.	53
3.5	Positionnement relatif du PQ, du PLQ et de l'ADQ dans l'espace politique québécois lors de l'élection générale de 1998.	56
3.6	Positionnement relatif du PQ, du PLQ et de l'ADQ dans l'espace politique québécois lors de l'élection générale de 2003.	59
3.7	Positionnement relatif du PQ, du PLQ et de l'ADQ dans l'espace politique québécois lors de l'élection générale de 2007.	63
3.8	Positionnement relatif du PQ, du PLQ et de l'ADQ dans l'espace politique québécois de 1994 à 2007.	69

LISTE DES TABLEAUX

Tableau		Page
2.1	Moyenne des scores (en pourcentages) obtenu par chaque parti pour chacun des pôles de la dimension nationaliste	28
2.2	Proportion des quasi-phrases classées dans les catégories formant les quatre pôles de l'espace politique québécois pour chacune des 12 plateformes électorales codées	37
3.1	Résultats électoraux des principaux partis politiques québécois lors des élections générales de 1994, 1998, 2003 et 2007	70
B.1	Définition des pôles de la dimension gauche/droite.	89
B.2	Définition des pôles de la dimension nationaliste.	90
C.1	Nombre et proportion des quasi-phrases classées dans les différentes catégories d'enjeux de la grille de codage pour les plateformes électorales du Parti québécois	91
C.2	Nombre et proportion des quasi-phrases classées dans les différentes catégories d'enjeux de la grille de codage pour les plateformes électorales du Parti libéral du Québec	95
C.3	Nombre et proportion des quasi-phrases classées dans les différentes catégories d'enjeux de la grille de codage pour les plateformes électorales de l'Action démocratique du Québec	98

LISTE DES ACRONYMES

ADQ	Action démocratique du Québec
CMP	<i>Comparative Manifesto Project</i>
MRG	<i>Manifesto Research Group</i>
PLQ	Parti libéral du Québec
PQ	Parti québécois

RÉSUMÉ

L'élection générale du 26 mars 2007 a eu des conséquences majeures sur le paysage électoral au Québec et sur les dynamiques partisanes à l'Assemblée nationale. Alors que le Parti libéral du Québec forme depuis lors le premier gouvernement minoritaire de l'histoire moderne du Québec, la jeune Action démocratique du Québec a vu son rôle politique s'accroître rapidement en formant pour la première fois de son histoire l'opposition officielle au Parlement.

Ce mémoire vise à expliquer les changements qui sont à l'origine de cette réorganisation du paysage électoral au Québec en analysant l'évolution de l'offre politique des trois principaux partis entre 1994 et 2007. L'application de la théorie des choix rationnels au domaine des études électorales nous fournit d'ailleurs un cadre théorique et une méthodologie tous désignés pour y parvenir. En analysant le contenu des plateformes électorales de chaque parti à chaque élection de la période étudiée, nous sommes à même d'obtenir un portrait fidèle et précis de l'évolution du positionnement relatif des partis dans l'espace politique et d'observer et interpréter leurs déplacements.

Cet exercice permet notamment de soutenir que le développement d'un discours nationaliste non souverainiste de la part de l'ADQ en 2007 a fait augmenter substantiellement le bassin d'électeurs réceptifs aux enjeux nationalistes québécois, ceux-ci pouvant maintenant être dissociés du «danger» d'une éventuelle sécession du Québec. Parallèlement, la promesse électorale du Parti québécois de tenir un référendum sur la souveraineté au cours du prochain mandat a contribué à radicaliser les options disponibles pour les électeurs et à favoriser l'expression d'un vote nationaliste non souverainiste – donc adéquiste – chez ces derniers.

Structurellement, la hausse des appuis exprimés en faveur de l'ADQ a fait augmenter l'importance relative du clivage gauche/droite, au détriment du clivage nationaliste, comme base significative de différenciation de l'offre politique des partis, bien que la position de droite de l'ADQ n'ait pas particulièrement contribué à ses récents succès électoraux. Si elle veut consolider et fidéliser sa base électorale nouvellement acquise, l'ADQ devra continuer à développer son discours nationaliste et investir le créneau de centre-droit (plus à gauche que sa position de 2007) laissé vacant par le PQ et le PLQ depuis 1998, afin de se rapprocher de l'électeur québécois médian.

Mots-clés : Québec, élections, partis politiques, plateformes électorales, espace politique, théorie du choix rationnel

INTRODUCTION

Au lendemain des élections générales du 26 mars 2007 au Québec, les commentateurs politiques peinaient à fournir une explication et une interprétation satisfaisantes du phénomène politique que l'électorat québécois venait à la fois de provoquer et de découvrir, avec une stupéfaction mal dissimulée. Pour la première fois depuis 1976, le relatif équilibre, caractéristique de la compétition électorale au Québec, entre le Parti libéral du Québec (PLQ) et le Parti québécois (PQ) était ébranlé au point de faire place dans l'arène à un nouvel acteur de premier plan, l'Action démocratique du Québec (ADQ).

Née dans un contexte politique bouillonnant, au milieu d'une époque cruciale pour l'avenir politique du Québec, entre le référendum sur l'Accord de Charlottetown de 1992 et celui sur la souveraineté du Québec de 1995, l'ADQ a vu en 2007 son offre politique plaire à suffisamment de Québécois pour la propulser du statut de simple tiers parti à celui d'opposition officielle à l'Assemblée nationale. Entretemps, le parti avait vu ses appuis et son caucus de députés augmenter sensiblement entre 2002 et 2004, sans pour autant être en mesure d'effectuer une percée significative lors des élections générales de 2003.

Le principal questionnement qui nous anime devant ce portrait est à la base fort simple: pourquoi les appuis à l'ADQ ont-ils crû avec une si grande ampleur précisément en 2007? L'émergence de l'ADQ n'est-elle qu'un phénomène ponctuel, conséquence d'une conjoncture favorable causée par des facteurs de court terme, ou est-elle plutôt la manifestation d'une transformation plus profonde des préférences de l'électorat québécois?

L'étude de ces questions nous commande d'aborder le phénomène à partir d'un angle plus large. Rarement un phénomène scientifiquement isolable, la fluctuation des appuis exprimés en faveur d'un parti politique dépend en grande partie du contexte dans lequel celui-ci s'inscrit, de même que de l'évolution de son offre politique et de celle des autres partis. En d'autres termes, en nous fiant au modèle théorique de la compétition électorale élaboré par Anthony Downs (dont nous aborderons les travaux plus en détails au chapitre I), un nouveau parti comme l'ADQ doit réussir à développer une offre politique originale, qui transcende les principaux clivages politiques caractérisant l'espace idéologique québécois, s'il souhaite devenir une alternative crédible, et surtout durable, tant pour les électeurs péquistes que libéraux. Une telle manœuvre, si elle réussit, risque par le fait même de causer une restructuration de ces mêmes clivages et une redéfinition de l'espace politique.

Afin de témoigner de l'existence – ou non – d'un tel phénomène au Québec depuis les récents succès de l'ADQ, les travaux relatés dans ce mémoire viseront donc à faire ressortir la nature des évolutions qui ont affecté l'espace politique québécois entre 1994 et 2007. L'objectif sera d'expliquer les changements qui semblent causer cette réorganisation de l'équilibre électoral entre le PLQ, le PQ et maintenant l'ADQ. Conformément au cadre théorique qui servira de base à nos discussions, l'analyse portera plus précisément sur l'évolution de l'importance relative des enjeux les plus significatifs dans le débat électoral au Québec via une analyse du positionnement idéologique de chacun des partis politiques représentés à l'Assemblée nationale. Ce portrait global nous permettra de saisir avec justesse les facteurs qui ont permis à l'ADQ de canaliser un nombre relativement important d'appuis en 2007.

Le choix de ces limites temporelles (1994 et 2007) pour la réalisation de cette étude s'explique par l'importance significative des élections générales de 1994 et de 2007 dans la délimitation de notre sujet d'étude. L'élection générale de 1994 constitue d'abord le premier rendez-vous entre l'ADQ et l'électorat québécois, qui

s'est traduit par l'élection d'un premier député adéquiste, le chef du parti Mario Dumont. Au niveau de l'évolution des enjeux d'importance dans le débat électoral, l'élection de 1994 traduit on ne peut mieux le contexte politique de l'époque, où la question de l'avenir politique du Québec constituait l'enjeu majeur.

De l'autre côté, l'élection générale de 2007 est le choix le plus logique pour limiter la portée temporelle de notre étude. En plus de représenter la première véritable percée de l'ADQ en termes d'appui électoral, le rejet significatif par l'électorat québécois, lors de cette élection, de l'agenda souverainiste proposé par le Parti québécois, qui suggérait la tenue d'un troisième référendum sur la souveraineté, illustre bien le changement qui semble avoir affecté la nature des priorités politiques des Québécois depuis l'arrivée de l'ADQ sur la scène politique.

L'objectif premier de ce travail demeure d'expliquer les facteurs politiques qui ont causé, directement ou indirectement, les récents succès électoraux de l'ADQ, mais c'est à travers l'étude de l'évolution des positions relatives de chaque parti sur les principaux clivages de la scène politique québécoise que nous parviendrons à expliquer ce phénomène. Succinctement, ce travail visera à expliquer comment l'évolution des clivages politiques au Québec permet d'expliquer l'émergence d'un contexte favorable à la récente percée électorale de l'ADQ.

Cette approche repose sur les postulats et les conclusions d'un cadre théorique bien précis, issu de la théorie des choix rationnels. En 1957, Anthony Downs transposait aux études électorales le concept économique de la rationalité afin d'expliquer le comportement des partis politiques et des électeurs, de même que l'équilibre démocratique qui en résulte. Ses travaux, publiés dans *An Economic Theory of Democracy* (Downs, 1957), pavaient la voie à une branche des études électorales qui fait reposer tout un cadre explicatif des évolutions des appuis électoraux sur le fragile postulat de la rationalité des acteurs. Les nombreux travaux issus de cette tradition ont mené, plus récemment, le *Comparative Manifesto Project*

(CMP) à mettre au point une méthodologie permettant de représenter les évolutions électorales par le codage et l'analyse numériques des énoncés composant les plateformes électorales de tous les partis politiques «significatifs» d'une communauté politique donnée.

Il s'agit d'une méthode d'analyse qui permet l'opérationnalisation de l'une des conclusions les plus importantes de ce cadre théorique: la différenciation des partis par l'accentuation sélective des enjeux (*selective emphasis*). Nous verrons plus loin comment les chercheurs issus de cette tradition de recherche sont parvenus à démontrer que les partis politiques ne se distinguent pas principalement par leurs positions respectives sur les différents enjeux du débat politique (modèle de la confrontation), mais bien par l'accentuation sélective qu'ils font de tel ou tel enjeu dans leur discours.

Au Québec, la question de l'autonomie souhaitée pour le peuple québécois constitue depuis les années 1970 la base de l'un des plus importants clivages structurant le débat politique dans la communauté. S'entendant tous pour dire que la population québécoise constitue un sujet politique auquel doit être consenti une certaine autonomie assortie de pouvoirs, le PQ, le PLQ et l'ADQ se distinguent sur cette question par l'importance souhaitée de cette autonomie et par la quantité d'efforts qui doit être accordée à l'entretenir ou à l'acquérir. Les moyens d'actions proposés par chacun d'eux pour parvenir à l'idéal qu'ils défendent, comme la tenue d'un référendum sur la souveraineté du Québec dans le cas du PQ ou le renforcement de l'influence québécoise au sein de la fédération canadienne dans le cas du PLQ, ne sont alors que des conséquences – ou manifestations – de leur positionnement relatif sur cet enjeu.

Le portrait est semblable sur le clivage opposant les enjeux «de gauche» aux enjeux «de droite» où l'accentuation sélective faite par chaque parti sur des questions comme le financement des programmes sociaux et la réduction des impôts des

particuliers est à la base de ce qui les différencie des autres partis dans la compétition électorale. Cherchant à recueillir le maximum d'appuis au sein de l'électorat, les partis jonglent avec leur message politique en faisant augmenter ou diminuer l'accentuation sélective des différents enjeux présents dans leurs discours afin d'arrimer ce dernier le mieux possible à l'agenda de priorités de la majorité de l'électorat.

Dans ce contexte, l'émergence de l'ADQ comme force politique de premier plan en 2007, telle que nous tenterons de l'expliquer, trouve ses causes non pas seulement dans l'évolution de sa propre offre politique, mais aussi dans celle de ses concurrents et dans les conséquences des «mouvements» des différents partis sur la définition des clivages partisans au Québec. Ainsi, nous défendrons l'hypothèse que depuis l'échec référendaire de 1995, la dimension nationaliste de l'espace politique québécois semble subir une restructuration en vertu de laquelle le pôle «nationalisme québécois» (par opposition au pôle «nationalisme canadien») de cette dimension devient de moins en moins caractérisé par la question de la souveraineté, au profit de simples préoccupations identitaires et culturelles.

Cette redéfinition du pôle «nationalisme québécois», qui peut maintenant être interprété comme étant dépourvu du «danger» et de l'instabilité politique inhérents à une éventuelle sécession du Québec, cause une augmentation substantielle du bassin d'électeurs réceptifs aux messages politiques de l'ordre du nationalisme québécois. Ce nouveau «quasi-consensus» de l'autonomie culturelle et identitaire québécoise, auquel les partis tentent progressivement de s'adapter en faisant évoluer leur discours électoral dans le sens du nationalisme québécois, provoque deux conséquences majeures. D'abord, cette nouvelle donne se traduit par une perte d'importance relative de la dimension nationaliste comme base significative sur laquelle différencier les partis, faisant ainsi rupture avec la situation qui prévalait depuis les années 1970. Cette perte d'importance relative se fait en toute logique au profit de l'autre dimension majeure du débat politique au Québec, la dimension gauche/droite, qui,

loin de voir l'une de ses options faire l'objet d'un «quasi-consensus», devient plutôt la base sur laquelle se distinguent le plus significativement les partis politiques québécois.

Deuxièmement, l'engagement du PQ en 2007 de tenir un troisième référendum sur la souveraineté, un message pour le moins déphasé par rapport à la tendance que nous venons d'expliquer, a alors été l'élément qui a permis à l'ADQ de s'approprier une portion importante du vote nationaliste québécois, son message nationaliste étant beaucoup plus développé que celui du PLQ, tout en étant davantage synchronisé avec les préférences de l'électorat que celui du PQ.

J'entends vérifier cette hypothèse en appliquant au cas québécois la méthodologie du CMP qui implique l'analyse méthodique des plateformes électorales que les trois partis politiques représentés à l'Assemblée nationale ont présentées lors des quatre élections générales de la période étudiée (1994, 1998, 2003 et 2007). Cet exercice nous permettra de générer une représentation visuelle suffisamment fiable de l'évolution du positionnement relatif de ces trois partis pour servir de base à nos discussions et à la vérification de notre hypothèse.

Afin toutefois de valider les bases scientifiques de notre démarche, nous devons avant de poursuivre toute discussion concernant notre sujet de recherche, aborder plus en détails les postulats et le fonctionnement de cette méthodologie, dont certains aspects ont dû être adaptés pour traiter avec le plus de justesse possible l'évolution de la compétition électorale au Québec entre 1994 et 2007. C'est ce que nous ferons au chapitre II, en plus de présenter la nature de ces adaptations et la manière dont le travail d'analyse sera réalisé. Avant toute chose, nous nous pencherons d'abord sur le parcours théorique – postulats, analyses et conclusions – qui serviront de point de départ et de cadre à notre réflexion. Le chapitre I sera consacré à cet exercice ardu, mais incontournable.

Ce n'est donc qu'au chapitre III que les résultats de notre analyse des plateformes électorales des différents partis pourront être présentés. Notre discussion y sera organisée d'abord par parti, pour étudier l'évolution de l'offre politique de chacun à travers la période 1994-2007, puis par élection, afin de faire ressortir l'évolution de l'équilibre et de la position relative de chaque parti par rapport à leurs adversaires et aux principaux clivages partisans. Une analyse plus complète suivra, afin notamment de vérifier l'hypothèse que nous avons formulée plus haut. À la lumière des résultats ainsi exposés, un compte-rendu global de l'évolution du paysage électoral au Québec entre 1994 et 2007, des prédictions quant aux possibles évolutions futures à court terme, de même qu'une évaluation critique de la méthodologie utilisée serviront de conclusion à ce mémoire.

CHAPITRE I

LA THÉORIE DU CHOIX RATIONNEL DANS LES ÉTUDES ÉLECTORALES

La littérature traitant de l'évolution des équilibres électoraux est à la fois vaste et fort enrichissante pour comprendre des phénomènes comme celui qui nous intéresse. C'est de l'ouvrage incontournable d'Anthony Downs, *An Economic Theory of Democracy*, qu'ont démarré mes recherches en vue d'expliquer l'évolution récente de l'équilibre politique au Québec. En proposant un modèle prédictif de l'évolution logique d'un système électoral où les acteurs (gouvernement, partis et électeurs) agissent de manière rationnelle, Downs a non seulement été le premier à introduire le concept économique de la rationalité dans le monde des études électorales, il a également été l'initiateur d'une toute nouvelle tradition théorique, basée sur cette rationalité, qui permet d'expliquer les motivations et les agissements de ces acteurs politiques et l'évolution des équilibres électoraux dans les démocraties libérales.

Le modèle théorique de Downs a bien sûr été critiqué et bonifié par d'autres chercheurs, dont David Robertson (1976). L'instrumentalisation du concept de rationalité dans un modèle dont l'ambition est de représenter, d'expliquer et de prédire des phénomènes réels implique nécessairement une simplification du concept de départ au profit de l'impératif de rendre le modèle fonctionnel et intelligible. C'est pourquoi ici la définition précise de la rationalité des acteurs peut varier d'un auteur à l'autre.

Nous verrons donc dans ce chapitre, à travers une exploration des travaux d'Anthony Downs (1957), David Robertson (1976) et Mancur Olson (1965), les

différentes définitions du concept de rationalité chez les électeurs et les partis politiques, de même que celles d'espace politique, en mettant en lumière les définitions de ces concepts qui, aujourd'hui, font le plus consensus au sein des groupes de recherche dont nous emprunterons la démarche méthodologique pour la réalisation du mémoire. Cette compréhension nous fournira le bagage nécessaire pour aborder et défendre, au chapitre II, les postulats théoriques de la méthodologie du CMP qui nous servira de méthode pour représenter l'évolution de l'espace politique québécois entre 1994 et 2007.

1.1 La rationalité des acteurs politiques

Le modèle d'Anthony Downs se distingue par son étonnante simplicité, qui ne semble pas pour autant porter atteinte à la justesse de ses explications des équilibres électoraux. En construisant le modèle idéal d'une société où le gouvernement, les partis et les électeurs sont mus par une rationalité parfaite, Downs arrive à expliquer avec rigueur les différents types d'évolutions électorales observables dans les sociétés modernes. Le cœur de son modèle prédit que dans un système électoral bipartisan où les électeurs sont répartis tout le long d'un axe idéologique de type gauche/droite et où le nombre d'électeurs augmente à mesure que l'on s'approche du centre (distribution en cloche), le parti «de gauche» et le parti «de droite» se rapprocheront tous deux progressivement de l'électeur médian, au centre de la distribution, afin d'augmenter leurs nombres de votes, mais s'abstiendront tout juste de se rejoindre en un même point, pour éviter de devenir identiques et ainsi causer l'indifférence de l'électorat face à la compétition électorale et l'abstention généralisée qui en résulterait (Downs, 1957).

Ce modèle, nous l'avons vu, repose sur un postulat principal: la rationalité des acteurs. Downs emprunte le concept de rationalité au domaine économique, qui définit l'acteur rationnel comme celui qui cherche à la fois à maximiser ses bénéfices

et à minimiser ses investissements, dans l'atteinte de ses buts propres (Downs, 1957, p. 5). Constatant toutefois que cette définition, en ne jugeant pas les acteurs sur leurs buts, mais seulement sur la manière dont ils tentent d'y parvenir, est trop large pour lui permettre de construire un modèle explicatif du processus électoral qui tient la route, Downs définira l'électeur rationnel comme celui qui agit de manière rationnelle en fonction uniquement de l'objectif de choisir un gouvernement (Downs, 1957, p. 7). Cette définition révisée permet d'exclure du concept d'«électeur rationnel» l'individu qui voterait pour un parti plutôt qu'un autre afin de respecter la tradition familiale ou pour tout autre objectif accessoire. «In our model, such behavior is considered irrational because it employs a political device for a nonpolitical purpose», explique l'auteur (Downs, 1957, p. 7).

Ainsi, l'électeur rationnel est celui qui vote pour le parti dont il croit que, une fois au pouvoir, il lui procurera plus de bénéfices que n'importe quel autre (Downs, 1957, p. 36). Ces bénéfices lui seront consentis via les politiques que le parti adoptera, une fois au gouvernement, et ceux-ci doivent être suffisamment importants pour que l'électeur se donne la peine de voter. La différence entre les bénéfices potentiels que le parti préféré de l'électeur peut lui apporter et ceux que lui apporterait l'autre parti doit être assez grande pour que l'électeur se donne la peine de voter. Bref, les positions des différents partis doivent être suffisamment distinctes pour que les électeurs considèrent qu'il est utile et donc rationnel pour eux de voter. La question de la décision rationnelle de voter ou de s'abstenir est abordée plus loin.

Au niveau des partis politiques, Downs les définit comme «a team of men seeking to control the governing apparatus by gaining office in a duly constituted election. By *team*, we mean a coalition whose members agree on all their goals instead of on just part of them.» (Downs, 1957, p. 25) Il s'agit là encore d'une simplification importante d'un élément par Downs dans le but de faire fonctionner son modèle. C'est pour octroyer le titre d'acteur rationnel aux partis que l'auteur ne prend pas en considération la pluralité des motivations qui animent les différents

membres composant un parti politique (militants, employés, candidats, députés élus, etc.). Avec une conception plus «réaliste» des partis, l'un serait contraint d'admettre que les décisions du parti ne sont pas prises en fonction d'un processus rationnel, mais plutôt à la suite d'une lutte interne de pouvoirs entre ses différents membres, ce qui ne permettrait pas au modèle de Downs de fonctionner sur la base de la rationalité des acteurs. Cette position de l'auteur constitue l'objet principal de la critique que lui adresse David Robertson dans son modèle amélioré¹.

Ainsi, pour Downs, les membres – rationnels – d'un parti politique recherchent tous la même chose: le prestige associé au pouvoir. «Politicians in our model never seek office as means of carrying out particular policies; their only goal is to reap the rewards of holding office *per se*.» (Downs, 1957, p. 28) Ils organisent donc leurs actions uniquement en fonction de la poursuite de cet objectif. En combinant ces conceptions bien précises des électeurs et des partis, on comprend rapidement l'argument de Downs avec son modèle. Les partis, pour accéder au gouvernement, vont chercher à maximiser leurs votes en adoptant les positions qui plairont à une majorité d'électeurs, car ces derniers votent pour le parti qui répond le mieux à leurs aspirations, d'où la convergence progressive des partis vers «l'électeur médian».

Ceci dit, malgré le pouvoir descriptif certain du modèle de Anthony Downs, la «sursimplification» qu'il fait du concept de la rationalité chez les partis et chez les électeurs est l'élément principal qui a permis à d'autres auteurs de proposer des modèles bonifiés et témoignant avec plus de justesse de la réalité observable que celui de Downs. C'est le cas notamment de David Robertson.

¹ Voir: Robertson, David. *A Theory of Party Competition*. London: J. Wiley, 1976, 210 p.

1.2 La transformation du concept de parti politique

L'une des innovations que David Robertson apporte au modèle de Anthony Downs réside dans la manière dont il définit le parti politique. Plutôt qu'un bloc monolithique de membres qui bougent tous et toujours dans la même direction, le parti devient un lieu où interagissent deux principaux groupes d'acteurs rationnels: les leaders, qui souhaitent l'élection du parti au gouvernement, et les militants, qui sont nécessaires pour le parti parce qu'ils lui procurent les ressources humaines et financières dont il a besoin pour transformer ses appuis en votes (Robertson, 1976, p. 32). Contrairement aux candidats, qui comme chez Downs, recherchent exclusivement le prestige associé au pouvoir, les militants sont motivés par l'adoption de certaines politiques par le gouvernement. Ils s'attendent donc à ce que leur parti, une fois au gouvernement, agisse de façon conséquente avec les positions qu'ils ont adoptées en congrès.

Or, il y a un écart entre la position des militants du parti et la position de l'électeur médian au sein de l'ensemble de l'électorat. Les leaders du parti, agissant de façon rationnelle, sont donc contraints de trouver un compromis entre la maximisation pure du vote, qui leur permet d'être élu (comme chez Downs), et le respect intégral de la doctrine du parti, qui mobilise les militants et fournit au parti les ressources humaines et financières dont il a besoin. Robertson introduit donc un coût inhérent à la maximisation du vote pour un parti.

En décomposant le parti politique en deux groupes d'acteurs rationnels – les leaders et les militants –, Robertson ne s'éloigne pas trop du concept de rationalité tel que défini par Downs. C'est dans la définition des objectifs poursuivis par les partis politiques que les nuances à faire entre les deux modèles sont importantes. Chez Robertson, les leaders cherchent prioritairement à maximiser les votes exprimés en faveur du parti, mais doivent également plaire aux militants, alors que ces derniers désirent avant tout l'adoption de certaines politiques par le gouvernement, objectif

qu'ils cherchent à atteindre via l'élection de leur parti. La priorité de ces deux groupes est différente, mais compatible jusqu'à un certain point. Les leaders du parti refuseront généralement de trop éloigner leurs positions de celles de l'électeur médian, alors que les militants ne seront pas prêts à abandonner leurs positions dans l'unique but de faire élire leur parti. Agir ainsi ne serait pas rationnel de leur part parce que ce ne serait pas conséquent avec leur objectif principal: atteindre – ou conserver – le pouvoir pour les leaders et permettre l'adoption de certaines politiques par le gouvernement dans le cas des militants.

Toutefois, le modèle de Robertson emprunte à son tour quelques raccourcis afin de contourner un débat qui est pourtant au cœur de la théorie des choix rationnels et qui concerne directement le caractère rationnel de la décision d'un acteur de s'engager dans l'action collective. Au terme d'un calcul coûts-bénéfices, comment un acteur rationnel peut-il en venir à décider de voter pour le parti qu'il préfère ou pire, à s'y engager comme militant, considérant les coûts que cette action engendre pour lui et la conséquence minime que son action aura sur les succès du parti, compte tenu du nombre d'électeurs et de militants parmi lesquels son humble action individuelle s'inscrit? C'est de cette question dont traite Mancur Olson dans *The Logic of Collective Action*.

1.3 Le paradoxe de l'action collective

Olson aborde la question de la rationalité derrière l'action collective via principalement l'étude de deux types de groupes: les lobbys commerciaux et les syndicats de travailleurs. Dans les deux cas, du moins aux États-Unis, l'adhésion à ces groupes est facultative pour un membre potentiel (un producteur manufacturier ou un ouvrier), malgré que celui-ci ait tout avantage à ce que le groupe qui le représente soit fort et réussisse à obtenir des autorités une amélioration de sa condition (un prix de vente minimum, une réduction des heures de travail). L'adhésion au groupe

représente toutefois un investissement important (en temps et en argent) pour le membre, alors que s'il s'abstient d'adhérer au groupe, il bénéficiera malgré tout des succès de son lobby, les biens obtenus étant des biens collectifs généralement indivisibles.

En appliquant un raisonnement purement rationnel, le producteur ou l'ouvrier devrait chercher à minimiser ses coûts – en n'adhérant pas au lobby – tout en profitant des gains obtenus par celui-ci, qui aura réussi grâce aux investissements des autres producteurs ou ouvriers. Or, si tous les membres potentiels du groupe raisonnent de la même façon, le lobby n'existera pas et aucun gain ne sera fait. Il s'agit d'une variante du fameux dilemme du prisonnier où l'option de la collaboration est avantageuse seulement si les deux protagonistes décident effectivement de collaborer.

Devant cette apparente impasse qui menace la validité du postulat de la rationalité pure des acteurs, Olson explique que de tels groupes d'intérêt peuvent fonctionner et susciter l'adhésion quasi-généralisée de ses membres potentiels à deux conditions: la coercition (l'obligation légale ou morale d'adhérer au groupe) ou l'existence d'incitatifs marginaux (*selective incentives*) offerts aux membres qui acceptent d'investir leur juste part de ressources nécessaires au fonctionnement du groupe (Olson, 1971, p. 2). L'obligation d'adhérer au groupe règle dès lors la question du choix rationnel puisque l'acteur ne fait plus face à un choix. L'existence d'incitatifs marginaux, distincts du bien collectif que le groupe cherche à obtenir dans le cadre de ses activités, vise à modifier le résultat de l'équation «bénéfices moins coûts» en augmentant significativement la valeur de la variable «bénéfices». Ainsi, l'adhésion d'un ouvrier à son syndicat peut lui donner accès notamment à un régime d'assurance, à un droit de vote dans les assemblées syndicales, à un sentiment d'appartenance à ses pairs, à des activités sociales, etc.

C'est un raisonnement semblable que Robertson fait pour défendre la rationalité des militants dans son modèle. En plus de voir leur parti, une fois au pouvoir, adopter des politiques qui leur plaisent (bien collectif indivisible), les militants les plus dévoués risquent de voir leurs efforts récompensés par le parti, en se voyant par exemple accorder un poste enviable au sein de la fonction publique. Cet incitatif marginal vient s'ajouter au désir de voir le gouvernement adopter certaines politiques, ce qui incite les militants à travailler pour le parti.

Le problème avec la théorie de Olson est justement que ces «incitatifs marginaux» ne sont pas directement liés au but poursuivi par l'acteur dans son action rationnelle. Ainsi, Olson pave la voie à une justification «passe-partout» de la validité de la théorie du choix rationnel en ajoutant au résultat brut du calcul coûts-bénéfices un bénéfice supplémentaire, parfois hypothétique, qui n'est pas en lien avec le but de l'acteur. Cet élément de la théorie permet de défendre le postulat de rationalité des acteurs en politique (et dans bien d'autres domaines!), même lorsque leurs actions nous apparaissent en toute légitimité irrationnelles, simplement en ajoutant à l'équation un incitatif marginal sans lien avec l'objectif poursuivi.

Le portrait est semblable au niveau d'un autre problème important de la rationalité dans l'action collective: la décision de voter. Suivant la logique rationnelle, il est effectivement problématique d'expliquer pourquoi un électeur décide de voter si son objectif, comme le postule Downs, est de choisir un gouvernement, considérant la probabilité minime que son seul vote ait une quelconque influence significative sur le choix du gouvernement. Pour défendre sa théorie, Downs explique que les électeurs sont conscients que si aucun d'eux ne vote, le régime démocratique s'effondre et qu'étant pour la plupart attachés à la démocratie, les électeurs sont prêts à assumer une partie des coûts inhérents à la préservation de la démocratie, donc de voter (Downs, 1957, p. 268).

Or, ce raisonnement ne fonctionne pas, pour deux raisons. D'abord, comme dans le cas de Mancur Olson, l'incitatif marginal qui justifie ici la décision rationnelle de voter – la préservation de la démocratie – n'est pas en lien avec l'objectif poursuivi par l'électeur lorsqu'il vote, c'est-à-dire choisir un gouvernement, selon le modèle de Downs. Si Downs se permet de justifier ainsi la rationalité de l'électeur, il ne peut exclure, comme il le fait pourtant, de considérer rationnel un électeur qui décide de voter pour une autre raison que de choisir un gouvernement, comme pour respecter la tradition familiale.

Deuxièmement, comme le fait remarquer David Robertson, la préservation de la démocratie est un bien collectif indivisible. Il est fort peu probable que le vote d'un seul électeur change significativement le destin du régime démocratique (Robertson, 1976, p. 198). Cet électeur rationnel peut donc aisément présupposer que la démocratie survivra à son abstention. Pour sortir la théorie de cette impasse, Robertson adhère, contrairement à Downs, à la définition purement économique de la rationalité, qui ne s'intéresse pas au but poursuivi par l'acteur, mais seulement au processus (calcul coûts-bénéfices) utilisé pour y parvenir. Cette vision permet d'introduire le concept de «sentiment de devoir accompli» pour expliquer à la fois le vote et le militantisme pour un parti. Robertson illustre: «It is rational to work hard for a political party which is bound to lose as long as getting the party elected is not cited as the only relevant 'fact'.» (Robertson, 1976, p. 199) La fierté d'appuyer un parti, le sentiment d'avoir «fait sa part» peut donc aussi être considéré, pour Robertson, comme une motivation légitime qui explique l'action politique des individus. L'acteur sera considéré rationnel s'il agit toujours, dans la mesure du possible, de manière à poursuivre l'atteinte de ses objectifs propres.

Bien que la question problématique de la décision rationnelle de voter fasse toujours l'objet de discussions², la définition des concepts d'électeur et de parti

² Pour une analyse récente de la question, voir: Blais, André. *To Vote or Not to Vote*. Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 2000, 200 p.

politique rationnels par David Robertson constitue la base sur laquelle repose le reste des éléments de notre cadre théorique. Nous pouvons dès lors déduire que celui-ci présente la compétition électorale comme la rencontre, dans le cadre d'une démocratie représentative, entre deux types d'acteurs rationnels: les électeurs, qui cherchent à élire le parti qui maximisera leurs bénéfices propres une fois au gouvernement, et les partis, qui cherchent à contrôler le pouvoir pour jouir du prestige qui y est associé, mais également pour faire avancer un certain agenda de priorités politiques.

Il importe maintenant de s'attarder à un autre aspect de notre modèle théorique de la compétition électorale, qui ne concerne pas tant les acteurs politiques que le cadre dans lequel ceux-ci évoluent. En effet, la nature de l'espace politique présenté par Downs diffère en certains points fondamentaux de celui défendu par David Robertson. Nous nous pencherons dans la prochaine section sur les caractéristiques qui distinguent ces deux variantes afin d'en arriver à avoir un portrait éclairé du modèle qui servira de base à notre méthodologie de recherche.

1.4 La définition de l'espace politique

Dans les modèles que nous étudions ici, un espace politique est une représentation simplifiée du positionnement relatif des partis politiques et des électeurs par rapport aux enjeux les plus significatifs dans le débat entre ces acteurs. Il est généralement représenté par un graphique cartésien à une ou deux dimensions, chacune représentant un clivage important. Chez Downs, l'espace politique est composé d'une unique dimension qui représente l'opposition entre la gauche et la droite sur les enjeux économiques. Les modèles subséquents utilisent plus souvent qu'autrement un espace bidimensionnel pour représenter la compétition électorale, la dimension gauche/droite étant généralement accompagnée d'une dimension représentant les enjeux sociaux ou encore certains enjeux propres à la communauté

politique étudiée. Mais ce n'est pas dans le nombre de dimensions que réside les plus importantes distinctions entre l'espace politique de Downs et celui de ses plus dignes successeurs. La mobilité des partis et la définition des pôles de chacune des dimensions de l'espace sont au cœur de la définition d'espace politique que nous cherchons à exposer ici.

Chez Downs, les partis se déplacent plus ou moins librement dans un espace dont l'extrémité des axes est déterminée par la nature des enjeux que ceux-ci représentent. Pour Budge et Farlie, qui ont élaboré en 1976 un modèle «synthèse» de la compétition électorale en se basant en grande partie sur le modèle de David Robertson, l'espace politique tel que présenté par Anthony Downs est un *pure policy-based space*. Il s'agit d'un espace au sein duquel les partis peuvent se déplacer, donc modifier plus ou moins leurs positions sur divers enjeux, dans l'unique objectif de toujours se rapprocher de l'électeur médian et ainsi rallier la majorité de l'électorat.

Comme nous l'avons vu, toutefois, si la nature des politiques qu'ils proposent est sans importance pour les politiciens chez Downs, en autant qu'elles contribuent à favoriser leur accession ou leur maintien au pouvoir, les choses ne sont pas aussi simples chez Robertson. Dans sa conception du parti politique, Robertson met en relation les leaders et les militants. Le parti, dans sa quête du pouvoir, est donc limité par les préférences politiques de ses militants, mais également par la nécessité de conserver une certaine cohérence idéologique avec ses actions passées, afin de faciliter au maximum, pour les électeurs, la tâche de choisir un parti pour qui voter. C'est pourquoi Robertson associe au mouvement des partis dans l'espace politique le concept d'incrémentalisme.

Pour poursuivre leur objectif de maximisation du vote sans pour autant s'aliéner leur base militante, les partis modifient leur offre politique de manière incrémentielle, en proposant une distanciation plus ou moins grande par rapport à la situation actuelle, dans telle ou telle direction. Ce qui importe donc est l'importance

relative accordée par les partis – et les électeurs – à différentes priorités (la réduction des taxes vs. l'augmentation des services sociaux, par exemple). Chez les partis, cette importance relative est mesurée par le niveau d'accentuation sélective des différents enjeux dans leur discours. Ce concept d'accentuation sélective (*selective emphasis*) est central dans la compréhension de notre cadre théorique et de notre démarche méthodologique.

Puisque les partis politiques, dans leur offre électorale, insistent sur l'importance de certains problèmes et y proposent des solutions, qui impliquent une distanciation plus ou moins grande par rapport au *statu quo*, leur technique consistera à accentuer ou à diminuer l'importance de différents enjeux (ou «problèmes») dans leur discours, plutôt qu'à confronter leurs rivaux avec une position divergente sur un même enjeu. Cette dynamique force finalement le parti à limiter la portée de ses mouvements dans l'espace politique et à développer une expertise et une crédibilité au niveau d'une gamme précise d'enjeux, tout en s'aliénant l'appropriation d'autres enjeux, qui se voient alors appartenir aux autres partis.

Ainsi, il serait de façon générale fort peu crédible pour un parti conservateur d'être davantage en faveur d'une augmentation des services sociaux que son rival socialiste, alors que celui-ci ne peut sérieusement miser sur la réduction des taxes davantage que les conservateurs. Cette «appropriation» de certaines zones de l'espace politique par les partis explique à son tour le mouvement incrémentiel de ceux-ci dans leur offre politique. Lorsque, par exemple, un parti socialiste doit se déplacer vers la droite pour poursuivre son objectif de maximisation du vote, il ne peut pas, pour des raisons de crédibilité et de conservation de ses militants et électeurs traditionnels, changer radicalement ses positions. Il préférera plutôt accentuer de moins en moins l'importance de certains enjeux, tout en augmentant l'accentuation d'enjeux plus modérés (moins à gauche) dans son discours et son offre électorale (Budge et Farlie, 1976, p. 208).

Cette idée d'incrémentalisme et d'accentuation sélective fait de l'espace politique issu du modèle de Robertson – et se situant au centre du cadre théorique dans lequel s'inscrivent nos travaux – ce que Budge et Farlie nomment un *party-reserved space*, où certaines «zones» de l'espace sont «réservées» à l'un ou l'autre des partis qui s'y font la compétition et où leurs mouvements sont limités par diverses prédispositions et conditions de long terme. Ce modèle théorique n'exclut pas pour autant que des transformations majeures (changement subit dans les préférences de l'électorat, émergence d'un nouveau parti, etc.) puissent causer des déplacements plus importants des partis dans l'espace politique. Ceci dit, les zones «réservées» à l'un ou l'autre des partis ne le sont que de manière informelle et leur respect implique un relatif consentement tacite de l'ensemble des partis.

Cette définition d'espace politique permet certes de rendre compte de la position relative des partis politiques, mais qu'en est-il de celle des électeurs? Dans *Mapping Policy Preferences*, qui est le premier ouvrage collectif publié par le CMP, dont les travaux reposent sur le cadre théorique que nous venons d'exposer, Ian Budge et Judith Bara expliquent: «Electors' own preferences are estimated here by assuming that they vote for the party whose policy is closest to them.» (Budge et al., 2001, p. 3) Cet élément de la théorie est en fait la conséquence directe du postulat de la rationalité des acteurs. Parce que les partis veulent être élus, ils adaptent leur offre politique aux préférences de l'électorat (dans la mesure du possible). Les partis ayant le plus de succès sont donc ceux qui se situent le plus près des préoccupations de la majorité de l'électorat.

On peut donc déduire de cette interprétation que l'évolution de la distribution de l'électorat au sein de l'espace politique peut être estimé à partir de la position des partis politiques dans cet espace et leurs résultats électoraux. Toutefois, nous nous abstenons de transposer systématiquement aux préférences des électeurs les conclusions de nos travaux, qui traitent d'abord et avant tout de l'offre politique des partis comme indicateur du paysage politique québécois. Le lecteur sera également

avisé d'accepter avec prudence cette interprétation de la théorie, à laquelle nous ferons référence à l'occasion, sans pour autant réfuter toute corrélation entre l'évolution de l'offre politique des partis et celle des préférences des électeurs. Bien que le lien causal entre l'adoption d'une nouvelle plateforme électorale par un parti et le changement d'opinion des électeurs face à ce parti ne peut être démontré (le niveau d'information des électeurs étant limité), nous soutenons plus loin (au chapitre II) que la plateforme électorale constitue la source d'information la plus pertinente pour témoigner du message véhiculé par un parti à une époque électorale donnée.

Quant au positionnement des partis politiques, la tradition méthodologique initiée par les travaux de David Robertson en 1976 et qui se poursuit aujourd'hui au sein du CMP propose une technique efficace, aux bases théoriques solides, qui permet de positionner l'offre politique d'un parti donné, lors d'une élection donnée, dans un espace politique universel comportant une seule dimension de type gauche/droite, ou encore dans un espace – généralement bidimensionnel – propre à la communauté politique dans laquelle évolue le parti étudié. C'est l'analyse quantitative de sa plateforme électorale qui permet de positionner avec justesse un parti dans un tel espace politique. Le chapitre suivant est consacré à l'étude approfondie de cette méthodologie et à la présentation des modifications qui y ont été apportées pour l'adapter à l'étude de la compétition électorale au Québec entre 1994 et 2007.

CHAPITRE II

LA MÉTHODOLOGIE DU *COMPARATIVE MANIFESTO PROJECT*

2.1 La construction du cadre méthodologique

David Robertson a été le premier en 1976 à mettre en application une technique originale permettant de déterminer avec précision la position relative de partis politiques rivaux au sein d'un espace propre à la communauté politique étudiée. Cette technique a été reprise et bonifiée quelques années plus tard par le *Manifesto Research Group* (MRG), dont les travaux ont été publiés en 1987 dans un ouvrage collectif codirigé par Ian Budge, David Robertson et Derek Hearl: *Ideology, strategy and party change*.

La technique consiste à classer chaque phrase du texte qui compose la plateforme électorale d'un parti à une élection donnée dans une – et une seule – des 54 catégories prédéterminées représentant chacune un enjeu³. L'unité de base du texte, que le codeur doit classer, est la phrase ou la «quasi-phrase», qui est une fraction de phrase (normalement séparée par des virgules) et qui est utilisée lorsqu'une même phrase comprend deux ou plusieurs idées distinctes. (Budge et al., 1987, p. 24) «A quasi-sentence is defined as an argument which is the verbal expression of one political idea or issue.» (Budge et al., 2001, p. 96)

³ On retrouve, par exemple, parmi ces catégories: *decentralisation, controlled economy, culture, social justice, military, law and order, constitutionalism*.

Pour représenter un espace politique, les plateformes électorales de tous les partis politiques significatifs⁴ à toutes les élections de la période étudiée doivent ainsi être codées. Les plateformes électorales sont définies comme étant «the authoritative statement of party policy made for each specific election» (Budge et al., 1987, p. 274). Leur pertinence comme indicateurs du positionnement idéologique d'un parti à un moment donné est justifiée ainsi par Budge: «[les plateformes électorales] constitute the major indirect influence on what parties are seen as standing for. This is because they form the basis for comment in the mass media and provide the cues for questions raised by party candidates at all levels, as well as staple issues for their campaigns.» (Budge et al., 1987, p. 18) Donc même si une très faible portion de l'électorat se donne généralement la peine de lire les plateformes électorales des différents partis, celles-ci sont considérées comme les indicateurs les plus pertinents et les plus fiables de l'offre politique de ces derniers, en ce sens qu'elles servent de base aux discours des candidats et aux analyses des journalistes et leaders d'opinion, en plus de voir leurs principaux éléments relayés aux électeurs via les médias.

Une fois que l'ensemble des documents sont codés, une analyse factorielle est appliquée aux données afin de faire ressortir les corrélations positives et négatives entre les différentes catégories: quels enjeux sont généralement mentionnés ensemble et lesquels sont généralement opposés. Ces corrélations permettent ensuite de créer des dimensions et finalement, un espace bidimensionnel, formé des deux dimensions les plus significatives observées. L'ensemble des plateformes électorales (qui représentent l'offre politique de chaque parti à chaque election étudiée) peuvent donc ensuite être placées dans l'espace ainsi généré et les déplacements des partis, observés.

Cette technique d'analyse repose directement sur le postulat de l'accentuation sélective des différents enjeux faite par les partis. Ce ne sont effectivement pas les

⁴ Les chercheurs du MRG considèrent «significatif» un parti qui a obtenu au moins 5% des votes lors d'au moins une election au cours de la période étudiée.

positions (pour ou contre) de chaque parti sur différents enjeux qui génèrent la distance entre chacun d'eux, mais bien le nombre de fois qu'ils font mention de tel ou tel enjeu dans leur plateforme électorale. L'un des apports importants des travaux du MRG a d'ailleurs été de démontrer la validité de cette hypothèse de différenciation des partis par l'accentuation sélective, plutôt que par la confrontation directe sur de mêmes enjeux. Les quelques catégories bipolaires⁵ présentes dans la grille de codification sont très rarement toutes deux significatives dans l'étude d'un espace électoral donné et de plus, «on average, the unipolar 'valence' issue-dimensions generate larger distances between the parties than the bipolar 'position' issue-dimensions» (Budge et al., 1987, p. 316). La mesure de l'accentuation sélective de chaque enjeu permet donc de mieux rendre compte des distances entre les partis que ne le permet l'analyse de leurs positions respectives sur ces enjeux.

Dans *Ideology, strategy and party change*, les chercheurs du MRG ont appliqué cette méthodologie à l'étude des espaces électoraux de 19 régimes démocratiques. Leur découverte la plus importante a été de constater l'existence d'une dimension de type gauche/droite dans pratiquement tous les espaces politiques étudiés. Le *Comparative Manifesto Project*, né de l'héritage du *Manifesto Research Group*, a établi ses bases méthodologiques en grande partie sur cette conclusion de son prédécesseur. En plus d'avoir modifié légèrement la grille de codage (qui est notamment passée de 54 à 56 catégories), les chercheurs du CMP se sont donnés l'ambitieuse mission de coder les plateformes électorales de tous les partis politiques significatifs qui sont ou ont été actifs dans une démocratie libérale depuis 1945 et de comparer leur positionnement dans un espace politique universel composé d'une seule dimension, de type gauche/droite.

Cette dimension universelle a été construite en regroupant à gauche, et à droite, les catégories de codage qui, dans la théorie, se retrouvent généralement ensemble à gauche, ou à droite. La validité et l'unidimensionnalité des regroupements

⁵ Par exemple: *Military: Positive* et *Military: Negative*.

ont ensuite été testées par les corrélations obtenues dans les travaux du MRG. Budge et Klingemann expliquent: «A first guide to grouping categories is therefore found in Marxist writings, which do put together emphases on intervention and welfare together with workers having nothing to gain from capitalist wars. Rightist ideologies are harder to pin down but the grouping of defence, enterprise and morality is certainly familiar from the writings and speeches of exponents like Reagan and Thatcher.» (Budge et al., 2001, p. 22) Budge ajoute plus loin: «Exploratory factor analyses were carried out to see if the selected categories hung together – which they did – and to investigate whether any others belonged with them on the same dimension.» (Budge et al., 2001, p. 78)

Au total, 13 des 56 catégories ont été déterminées être «de gauche», alors que 13 autres sont «de droite».⁶ Pour chaque plateforme électorale codée, la technique consiste donc simplement à soustraire le pourcentage (par rapport à l'ensemble des unités codées) des «quasi-phrases» classées dans les catégories «de gauche» au pourcentage des unités classées dans les catégories «de droite». On obtient ainsi un nombre – positif ou négatif – qui représente la position du parti étudié, à l'élection étudiée, sur la dimension gauche/droite. Les autres catégories, qui ne sont caractéristiques ni de la gauche ni de la droite, viennent donc modérer vers le centre le positionnement des partis ainsi représentés.

Le choix de cet espace politique universel par les chercheurs du CMP est fort compréhensible, leur ambition étant de comparer entre elles toutes les plateformes électorales publiées dans les démocraties libérales depuis 1945. Ian Budge demeure toutefois prudent face à cet acte de foi de son groupe de recherche envers cette définition unique de l'espace politique. Comme l'écrivent eux-mêmes Ian Budge et Judith Bara, «it may be true that the choice of an appropriate dimensional space depends on our own research purposes, as we can never directly examine the 'true' space» (Budge et al., 2001, p. 59). Les mêmes auteurs insistent toutefois sur le fait

⁶ Le détail de ces regroupements se retrouve à l'appendice B.

que le choix des dimensions composant un espace politique doit reposer sur des critères solides, à savoir que l'espace doit être stable, généralisable et doit représenter le plus fidèlement possible la façon dont les acteurs politiques (les électeurs, les médias et les partis eux-mêmes) conçoivent l'arène électorale (Budge et al., 2001, p. 61).

Autant de tels critères plaident effectivement en faveur d'un espace unidimensionnel opposant les enjeux «de gauche» aux enjeux «de droite», autant l'utilisation de cet espace pour rendre compte de la compétition électorale au Québec nous apparaît inappropriée. Nous soutenons plutôt que depuis l'élection de réalignement ayant porté le Parti québécois au pouvoir pour la première fois, en 1976, l'espace politique québécois est un espace bidimensionnel où la dimension gauche/droite est recoupée d'une dimension opposant le nationalisme québécois au nationalisme canadien. Nous discuterons dans la prochaine section de la manière dont nous comptons modifier la méthodologie du CMP afin d'ajouter cette dimension à l'espace politique universel élaboré par leurs chercheurs, de même que de la façon dont leur démarche a été opérationnalisée dans le cadre de nos travaux.

2.2 L'adaptation de la méthodologie à l'étude du cas québécois

La méthode utilisée dans le cadre de ce travail pour répondre à notre question de recherche et vérifier notre hypothèse est essentiellement celle du *Comparative Manifesto Project*. Il s'est agi de coder les plateformes électorales du PQ, du PLQ et de l'ADQ pour les élections générales de 1994, 1998, 2003 et 2007 en classant chacune de leurs quasi-phrases dans l'une des catégories de la grille de codage. Pour les raisons exposées plus haut et afin d'être en mesure de faire la démonstration de notre hypothèse, nous avons choisi de représenter le positionnement relatif des 12 plateformes électorales étudiées dans un espace bidimensionnel. Celui-ci est composé de la dimension gauche/droite telle que construite et validée par le CMP, ainsi que

d'une deuxième dimension, opposant cette fois les enjeux caractéristiques du nationalisme québécois aux enjeux nationalistes canadiens. Cette dimension peut être interprétée comme une échelle linéaire mesurant l'autonomie souhaitée du peuple québécois, d'une centralisation complète des pouvoirs entre les mains du gouvernement fédéral à la souveraineté politique totale de l'État québécois.

Pour construire cette dimension originale, nous avons eu recours à la création de sous-catégories à l'intérieur de la grille de codage, une procédure qui est autorisée et utilisée par les groupes de recherche desquels nous empruntons notre méthodologie (Budge et al., 1987, p. 388). Un total de 12 sous-catégories a été créé, six caractérisant le pôle «nationalisme québécois» de la dimension et six caractérisant le pôle «nationalisme canadien».⁷ L'esprit de ces catégories et de leurs regroupements réside, du côté du nationalisme québécois, dans la valorisation et la nécessité de préserver les différences culturelles et identitaires des Québécois par rapport aux autres Canadiens, incluant le statut prédominant de la langue française au Québec, dans la dénonciation des désavantages pour le Québec d'occuper le statut de province canadienne, dans la nécessité pour le Québec d'assumer plus de pouvoirs politiques et dans la valorisation de l'accession du Québec à la souveraineté. Du côté du nationalisme canadien, on retrouve tout ce qui concerne la valorisation de la coopération interprovinciale et du bon fonctionnement de la fédération canadienne, la force du Canada comme pouvoir politique et économique, la valorisation d'une identité, d'une culture et d'un bilinguisme pancanadiens, de même que la dénonciation des risques et des désavantages d'engager le Québec sur la voie de la souveraineté.

Comme l'ont fait les chercheurs du CMP pour la dimension gauche/droite que nous utiliserons, un test statistique a été effectué sur nos données pour valider la

⁷ La liste complète et la description de chacune des catégories de la grille de codage est fournie à l'appendice A, alors que les regroupements des catégories autour des pôles «gauche», «droite», «nationalisme québécois» et «nationalisme canadien» se retrouvent à l'appendice B.

cohérence des regroupements de cette nouvelle dimension nationaliste et démontrer que celle-ci représente un clivage réel, qu'elle structure la compétition politique et doit donc être prise en compte. Le tableau 2.1 présente la moyenne des scores obtenus (en pourcentages), suite au codage des plateformes, par chaque parti pour chacun des deux pôles de la nouvelle dimension. Ces données ont été utilisées pour effectuer un test de khi-deux afin de vérifier le caractère statistiquement significatif du clivage observé entre le pôle «nationalisme québécois» et le pôle «nationalisme canadien» de cette dimension.

Le constat que nous pouvons émettre simplement en observant les données de ce tableau est confirmé par le test de khi-deux que nous avons effectué à partir de l'ensemble de ces données. Nous arrivons effectivement à la conclusion que la dimension n'est pas statistiquement significative, la différence entre les données de la première rangée et celles de la deuxième rangée étant trop faible, à l'exception du cas du PQ. Le khi-deux obtenu est de 5,02, alors que le seuil de significativité est de 5,99.

Toutefois, si nous isolons les données de seulement deux partis (le PQ et le PLQ), le khi-deux obtenu (4,51) devient significatif (seuil: 3,84). Le résultat est semblable si nous ne gardons que les données du PQ et de l'ADQ; le khi-deux est alors de 4,30 (seuil: 3,84). En isolant toutefois le PLQ et l'ADQ, le khi-deux obtenu est presque nul, et donc non significatif.

Tableau 2.1
Moyenne des scores (en pourcentage) obtenus par chaque parti
pour chacun des pôles de la dimension nationaliste

Pôle	PQ	PLQ	ADQ
Nationalisme québécois	13,2%	3,5%	6,0%
Nationalisme canadien	2,6%	1,1%	1,8%

La conclusion que nous pouvons tirer de ces observations est que la présence du Parti québécois dans l'espace politique cause l'existence et la pertinence d'une dimension nationaliste telle que nous la définissons. Les positions plus ou moins prononcées des deux autres partis sur les enjeux nationalistes viennent toutefois modérer grandement ce phénomène.

Ces constats soulèvent plusieurs questionnements et interprétations, mais nous allons garder nos commentaires et nos analyses des résultats de codage pour le chapitre III. Ce qu'il importe de retenir pour l'instant est que la présence et les positions du Parti québécois légitiment l'utilisation de cette nouvelle dimension nationaliste dans l'espace politique qui servira de cadre à notre analyse. Considérant la place importante qu'a occupée le PQ dans le paysage électoral au Québec entre 1994 et 2007, nous pouvons tout à fait appuyer notre décision sur les observations décrites ici. Pour le reste, la question de l'évolution et de la pertinence toujours réelle (ou non) de cette dimension en 2007 faisant partie des interrogations soulevées par notre problématique de recherche, nous tâcherons d'approfondir notre analyse de cette question plus tard.

La décision d'opter pour un espace politique composé de ces deux dimensions prédéterminées constitue par ailleurs un choix méthodologique important qui mérite d'être défendu. Pourquoi ne pas avoir déterminé, comme le faisait le MRG, la composition des pôles et des dimensions de l'espace politique à partir d'analyses factorielles de corrélation opérées à partir des données brutes obtenues au terme de l'exercice de codage? La raison est que cette option cause une trop grande dépendance aux données des dimensions qu'elle génère, de même que l'interdépendance, donc le relativisme, des positionnements des plateformes qu'elle analyse. Les chercheurs du CMP eux-mêmes critiquent ainsi l'analyse factorielle: «To take an extreme example, the factor analytic estimate for Swedish Social Democrats in 1992 depends in part on the position of Italian Neo-fascists in 1948. This is because the scores are inductively derived from the overall configuration of

the data. Add or subtract parties or time points and the configuration and resulting scores may change.» (Budge et al., 2001, p. 60)

Même si notre démarche n'en est pas une de construction d'un espace politique multinational et nous aurait donc épargné de l'influence parasitaire des néo-fascistes italiens de l'après-guerre, la définition d'un espace politique québécois basé sur l'ensemble du corpus d'analyse 1994-2007 aurait généré des dimensions aussi moyennement fidèles à la réalité pour représenter le positionnement des partis en 1994 qu'en 2007. Utiliser des dimensions dont la validité repose sur une «moyenne» entre des données provenant autant de 1994 que de 2007 risque de ne pas nous permettre de rendre compte adéquatement de *l'évolution* du contexte politique pendant cette période.

En termes pratiques, considérant notre objectif de recherche qui est de traiter de la restructuration du clivage nationaliste (le pôle «nationalisme québécois» de la dimension se voyant de moins en moins caractérisé par la question de la souveraineté, selon notre hypothèse), nos travaux seront mieux servis par une dimension nationaliste «classique» telle que définie plus haut et sur laquelle le mouvement des partis pourra être observé. Une modération et un rapprochement des positions des différents partis sur une dimension purement composée d'enjeux nationalistes permettront plus facilement de valider notre hypothèse que ne le permettrait une telle comparaison sur une dimension dépendante aux données de l'ensemble de notre corpus et obtenue à la suite d'une analyse factorielle de celles-ci.

De l'autre côté, la méthodologie et la dimension gauche/droite du CMP sont tout aussi documentées, éprouvées et scientifiquement défendables que l'analyse factorielle et peu d'observateurs s'objecteront à l'effet qu'une dimension gauche/droite recoupée d'une dimension nationalisme québécois / nationalisme canadien soit utilisée pour représenter la compétition électorale au Québec entre 1994 et 2007.

Il est toutefois important de préciser que l'espace politique ainsi représenté n'est toutefois pas un «vrai» espace politique au sens mathématique du terme, mais bien une simple compilation des fréquences de mentions d'une vaste gamme d'enjeux politiques dans les plateformes électorales des partis. Afin d'être parfaitement rigoureux, les deux dimensions devraient être présentées indépendamment l'une de l'autre, leur niveau d'interdépendance n'ayant pas été testé. Toutefois, afin de servir l'intelligibilité du propos et faciliter la présentation des résultats, les graphiques du chapitre III présentent les deux dimensions comme des axes orthogonaux formant un plan cartésien traditionnel. Le lecteur ne saura pour autant interpréter cette représentation comme un appui implicite à l'hypothèse qu'il n'existe aucune corrélation entre les pôles des deux dimensions étudiées ici. En fait, le contraire est probablement vrai, comme le soutiendront la plupart des observateurs de la scène politique québécoise.

Une telle manœuvre de simplification n'est d'ailleurs toutefois pas unique à nos travaux. Prenons par exemple le modèle théorique développé par Herbert Kitschelt pour traiter, entre autres, de la hausse récente des appuis aux partis de la droite radicale en Europe de l'Ouest.⁸ Kitschelt propose un espace politique à deux dimensions (qu'il représente par deux axes orthogonaux dans un plan cartésien) où la dimension socialiste/capitaliste est recoupée d'une dimension libertaire/autoritaire. Le cœur du propos de l'auteur est de démontrer que dans les «démocraties libérales avancées», la distribution de l'électorat dans l'espace politique ne se fait plus simplement le long de la dimension socialiste/capitaliste, mais adopte plutôt un nouvel axe délimité par les pôles «gauche-libertarien» et «droite-autoritaire».

Or, même s'il reconnaît que les deux axes de son espace sont corrélés à un certain niveau, Kitschelt continue à les croiser de manière orthogonale dans les

⁸ Voir: Kitschelt, Herbert. *The transformation of European social democracy*. Cambridge: Cambridge University Press, 1994, 345 p. et *The radical right in Western Europe: a comparative analysis*. Ann Arbor: University of Michigan Press, 1997, 332 p.

représentations visuelles qui illustrent ses ouvrages. Il importe donc d'interpréter ce type de graphique (comme ceux présentés ici au chapitre III) davantage comme une libre représentation visuelle que comme un véritable espace mathématiquement vérifiable.

Ceci dit, les 12 nouvelles catégories composant la dimension nationaliste intégreront donc les 56 catégories «standard» de la grille de codage et le positionnement des partis sur la dimension nationaliste se fera de la même façon que pour la dimension gauche/droite, c'est-à-dire en soustrayant le pourcentage (par rapport à l'ensemble des unités codées) des quasi-phrases classées dans les catégories du pôle «nationalisme québécois» au pourcentage des unités classées dans les catégories du pôle «nationalisme canadien». On obtiendra donc un nombre – positif ou négatif – qui représentera la position du parti étudié, à l'élection étudiée, sur la dimension nationaliste.

Il va sans dire que le principal défi que pose l'utilisation de cette méthodologie est l'exercice de codage lui-même. La validité des conclusions que ce travail permettra d'énoncer reposera directement sur la validité du codage qui aura été effectué. C'est pourquoi toutes les précautions nécessaires ont été prises pour assurer la justesse et la cohérence du classement des quasi-phrases dans les 68 catégories de notre grille de codage bonifiée. D'abord au niveau du choix des documents à coder, la décision fut importante. Les chercheurs du CMP, et ceux du MRG avant eux, font régulièrement face au problème que la «plateforme électorale», malgré la définition large qu'en donne Ian Budge (voir plus haut), n'est pas toujours le même type de document d'un pays à l'autre, voire d'une époque à l'autre.

Dans le cas qui nous concerne, nous nous sommes basés, pour les références bibliographiques de 9 des 12 documents à analyser, sur un article de François Pétry publié en 2006 dans lequel il reprend la méthodologie du MRG pour illustrer le mouvement des partis politiques québécois entre 1994 et 2003 à l'intérieur d'un

espace politique toutefois différent de celui que nous utilisons.⁹ Les 9 plateformes électorales en question sont d'ailleurs disponibles en ligne auprès du Centre d'Analyse des Politiques Publiques de l'Université Laval.¹⁰ Pour ce qui est des plateformes électorales pour l'élection générale de 2007, elles ont été obtenues, également en ligne, auprès des partis politiques concernés, pendant la campagne électorale.

Nous avons brièvement abordé la question plus haut, mais il importe de justifier le choix exclusif du PQ, du PLQ et de l'ADQ comme objets d'étude, alors que l'analyse des plateformes d'autres partis, comme Québec solidaire et le Parti vert du Québec en 2007, pourrait sembler d'intérêt. En plus du fait que les trois partis retenus soient les seuls qui soient représentés à l'Assemblée nationale, cette décision repose sur l'influence sensiblement négligeable des deux autres partis dans l'évolution du débat politique au Québec entre 1994 et 2007, et surtout sur leurs maigres résultats électoraux, chacun inférieurs à 5% de l'ensemble des votes exprimés en 2007.¹¹ Dès les travaux du *Manifesto Research Group*, Ian Budge écrivait: «A party is taken as 'significant' if it obtained at least 5 per cent of the national vote in any one post-war election; or if, failing this, it still managed to influence the formation of governments ('coalition' and 'blackmail' potential).» (Budge et al., 1987, p. 31) Aucun autre parti politique québécois que ceux que nous retenons ne satisfait à ces critères pour la période comprise entre 1994 et 2007.

Concernant maintenant la tâche cruciale de coder chacune des 12 plateformes retenues, il fut important de chercher à minimiser les risques d'erreurs d'interprétation et l'inconsistance dans le classement des unités d'analyse, sans quoi les résultats obtenus risquaient de nous fournir un positionnement des partis erroné

⁹ Voir: François Pétry. «Comparaison chiffrée des plateformes électorales» dans François Pétry et al., (ed.), *Le Parti libéral: Enquête sur les réalisations du gouvernement Charest*, Lévis: PUL, 2006, pp. 67-81.

¹⁰ Voir: Centre d'analyse des politiques publiques. En ligne. <http://www.capp.ulaval.ca>

¹¹ Directeur général des élections du Québec. *DGEQ – Élections générales*. En ligne. http://www.dgeq.qc.ca/fr/resultats_gen.asp - Page consultée le 30 janvier 2008.

qui n'aurait pu servir de base crédible à la vérification de notre hypothèse. Avec la croissance quasi exponentielle de leur corpus d'analyse, qui s'est récemment étendu aux anciens pays communistes d'Europe de l'Est¹², et donc du nombre de leurs collaborateurs, les chercheurs du CMP font eux-mêmes face à ce problème du risque d'inconsistance d'interprétation entre les différents codeurs. Pour y pallier, les nouveaux codeurs sont jumelés à un codeur déjà en place qui vérifie et corrige leur travail, jusqu'à l'atteinte d'un consensus entre le maître et l'élève.

Il va sans dire qu'il n'était pas envisageable, dans le cadre de ce projet de maîtrise, d'embaucher des assistants codeurs dont le travail m'aurait permis de confronter de possibles divergences d'interprétation en vue d'en arriver, au terme de comparaisons et de discussions, à un tel consensus. À défaut d'une telle «validation par les pairs», je me suis contenté d'abord de respecter le plus fidèlement possible les instructions détaillées et l'exercice de codage conçus justement par le CMP pour la formation de nouveaux codeurs et disponibles en annexe dans leurs ouvrages (Budge et al., 2001; Budge et al., 2006). Ce texte autodidactique décrit en détails la procédure de codage, de la sélection des documents au classement des quasi-phrases dans les bonnes catégories, en passant par la séparation des phrases en quasi-phrases. Les critères sur lesquelles le codeur doit baser ses décisions sont expliquées et des exemples sont données afin d'illustrer le propos.

En réponse à des critiques qui m'ont été formulées suite à la lecture de la première version de ce mémoire, au niveau de l'absence de mécanisme de validation de mon codage, j'ai entrepris de recoder un échantillon d'environ 10% de l'ensemble du corpus d'analyse, environ six mois après le codage initial. Pour chaque page ayant fait l'objet d'un deuxième codage, les résultats bruts des deux codages ont été

¹² Voir: Budge, Ian & al. 2006. *Mapping Policy Preferences II: Estimates for Parties, Electors and Governments in Eastern Europe, European Union and OECD 1990-2003*. Oxford: Oxford University Press, 267 p.

comparés, pour finalement révéler un taux de correspondance de 71% au niveau du positionnement généré sur chacun des axes.

Ce résultat étant beaucoup plus faible que ce à quoi on serait en droit de s'attendre, il importe de s'attarder aux sources des divergences entre les deux codages. En fait, lorsqu'on regarde le détail de ces divergences, on se rend compte qu'elles mettent souvent en scène les mêmes catégories, qui sont confondues les unes avec les autres. Quelques catégories de droite¹³ se confondent souvent avec certaines catégories de centre¹⁴ au niveau des enjeux de développement économique et de l'amélioration de l'application de certaines politiques publiques.

À gauche, il y a une confusion certaine entre les catégories 503- *Justice sociale* (de centre) et 504- *Expansion de l'État providence* (de gauche) au niveau de l'amélioration de l'accessibilité et de la qualité des soins de santé, des garderies publiques et des programmes d'aide aux plus démunis. On remarque également un manque de cohérence dans le codage pour les questions de chômage et d'accessibilité à l'emploi, qui se divisent entre les catégories 408- *Objectifs économiques* et 701- *Syndicats: positif*.

Malgré tout, cet exercice de vérification nous aura permis d'observer une certaine cohérence générale dans le codage de l'ensemble du corpus d'analyse, témoignant de la pertinence de nos résultats. En isolant par plateforme les échantillons recodés, on observe que le taux de correspondance entre les deux codages varie entre 59% et 86%. Dans les limites des ressources disponibles dans le cadre de ce mémoire de maîtrise, nous jugeons donc qu'il est justifié d'utiliser ces résultats comme base d'analyse, en gardant toutefois à l'esprit que la portée de nos conclusions est limitée par l'imperfection du codage des plateformes.

¹³ 201 Droits et libertés de la personne, 305 Autorité politique, 401 Libre entreprise, 606 Cohésion sociale.

¹⁴ 301 Décentralisation, 303 Efficacité gouvernementale et administrative, 408 Objectifs économiques, 410 Productivité, 411 Technologie et infrastructure.

2.3 Les résultats bruts de l'exercice de codage

Ce travail de codage de même que la compilation des données étant réalisés, nous pouvons dès lors passer à la présentation des résultats. Avant de se lancer dans le cœur de l'analyse, nous présentons brièvement dans cette section les données que l'exercice de codage nous a permis de compiler. Le tableau 2.2 présente, pour chaque plateforme électorale codée, la proportion du nombre de quasi-phrases classées dans l'une ou l'autre des catégories associées à l'un des quatre pôles de notre espace politique (gauche, droite, nationalisme québécois, nationalisme canadien), ainsi que le positionnement net de chaque plateforme sur les deux dimensions de cet espace (indiqué entre parenthèses, à côté de l'identification de la plateforme). Considérant leur taille, les tableaux détaillés présentant le nombre de mentions pour chacune des 68 catégories de la grille de codage sont présentés à l'appendice C. Nous nous contenterons donc ici des données regroupées par pôles.

Bien que nous puissions déjà tirer plusieurs interprétations de ces données, nous garderons nos commentaires pour le prochain chapitre, où nos résultats seront présentés visuellement dans des graphiques cartésiens représentant l'espace politique québécois, afin de les rendre plus faciles à commenter et plus intelligibles pour le lecteur. Comme nous l'avons mentionné plus haut, ces graphiques ne sauraient toutefois être interprétés comme de véritables espaces au sens mathématique du terme, leur présence ne visant qu'à faciliter la présentation de nos résultats.

Tableau 2.2

Proportion des quasi-phrases classées dans les catégories formant les quatre pôles de l'espace politique québécois pour chacune des 12 plateformes électorales codées

Parti et année (positionnement net)	Droite	Gauche	Québec	Canada
PQ 1994 (2,25 , 18,98)	15,85%	13,6%	19,27%	0,29%
PQ 1998 (-6,97 , 9,99)	11,72%	18,69%	10,06%	0,07%
PQ 2003 (-12,56 , 11,48)	16,17%	28,73%	11,99%	0,51%
PQ 2007 (-13,86 , 11,37)	12,43%	26,29%	11,55%	0,18%
PLQ 1994 (8,5 , 1,4)	23,4%	14,9%	6,02%	4,6%
PLQ 1998 (-6,8 , -0,3)	13,7%	20,5%	3,2%	3,5%
PLQ 2003 (-14,35 , 1,4)	16,55%	30,9%	1,52%	0,14%
PLQ 2007 (-4,2 , 0,86)	17,08%	21,28%	6,01%	5,15%
ADQ 1994 (13,2 , 3,3)	26,1%	12,9%	3,4%	0,1%
ADQ 1998 (8 , -1,5)	29,1%	21,1%	2,5%	4%
ADQ 2003 (12,4 , 2,8)	25,6%	13,2%	4,4%	1,6%
ADQ 2007 (26,1 , 9,5)	37,4%	11,3%	11,1%	1,6%

Dans les pages qui suivent, nous verrons donc l'évolution du positionnement pour chacun des partis pendant l'ensemble de la période étudiée. Des commentaires méthodologiques et empiriques viendront éclairer et remettre en contexte les résultats, tout en proposant des pistes d'interprétation. Une analyse semblable sera ensuite effectuée pour chaque élection, où le positionnement relatif de chaque parti par rapport aux autres pourra être observé. L'interprétation et l'analyse proprement dites de l'évolution de l'espace politique québécois que nous aurons ainsi présenté pourra alors être effectué, dans l'objectif de vérifier notre hypothèse de recherche et d'expliquer les facteurs qui ont causé cette hausse importante des appuis électoraux exprimés en faveur de l'ADQ en 2007.

CHAPITRE III

L'ESPACE POLITIQUE QUÉBÉCOIS DE 1994 À 2007

Le codage des 12 plateformes électorales du corpus d'analyse de cette recherche a été effectué sur une période relativement courte (un mois) afin de minimiser les risques d'interpréter différemment les mêmes enjeux à des moments espacés pendant la phase de codage. La compilation et le traitement des données ont été effectués pendant la même période et les résultats ont pu être observés progressivement, à mesure que les données d'une plateforme étaient traitées.

Nous verrons en détails, dans ce chapitre, les résultats de cet exercice de codage et de positionnement des partis dans l'espace politique québécois, dont les caractéristiques ont été définies au chapitre II. Au-delà du résultat net, représenté par les positions des partis dans un plan cartésien, nous commenterons également au besoin divers constats que cet exercice de codage nous aura permis de faire, comme la variation dans la longueur des plateformes et l'augmentation – ou la diminution – de l'accentuation sélective de certains enjeux précis dans le discours des partis, particulièrement sur la dimension nationaliste.¹⁵

Rappelons que l'hypothèse que nous cherchons à vérifier soutient que l'enjeu de la souveraineté caractérise de moins en moins le pôle «nationalisme québécois» de l'espace politique, cédant sa place principalement aux questions identitaires et culturelles dans le discours des partis et dans les préférences politiques des électeurs. En 2007, le PQ n'aurait toutefois pas adapté sa stratégie à cette nouvelle réalité,

¹⁵ Pour le détail des données soutenant ces commentaires, se référer à l'appendice C.

misant trop exclusivement sur la question de la souveraineté, ce qui aurait permis au discours nationaliste de l'ADQ de séduire une portion importante des électeurs nationalistes.

Précisons avant d'aller plus loin qu'en moyenne, 4,25% des quasi-phrases de chacune des 12 plateformes électorales codées n'ont pu être classées dans l'une des 68 catégories de la grille de codage. Conformément à la méthodologie du CMP, ces quasi-phrases, qui consistent habituellement en des statistiques dépourvues de message politique ou en des propos ne faisant référence à aucun enjeu¹⁶, ont été classées systématiquement dans la catégorie 000 et leur nombre n'a pas été pris en compte dans la quantité totale nette de quasi-phrases codées pour chaque plateforme.

Passons donc maintenant à la présentation et à l'analyse des résultats, en voyant d'abord l'évolution du positionnement de chaque parti, individuellement, dans l'espace politique, avant d'analyser la question d'un angle temporel, élection par élection.

3.1 Le Parti québécois

L'évolution de la situation électorale du Parti québécois doit être comprise en lien étroit avec la vitalité et le destin du projet souverainiste au moment de chaque élection étudiée. La figure 3.1 permet d'identifier la position du PQ dans l'espace politique québécois à chaque élection générale de 1994 à 2007. On y remarque d'abord que le mouvement de ce parti est relativement limité, se situant presque toujours dans la même zone du quadrant gauche/nationalisme québécois. L'élection de 1994 semble en ce sens constituer pour le PQ une déviation exceptionnelle d'une niche idéologique qui demeure relativement restreinte entre 1998 et 2007.

¹⁶ Par exemple: «Notre parti fera progresser le Québec.»

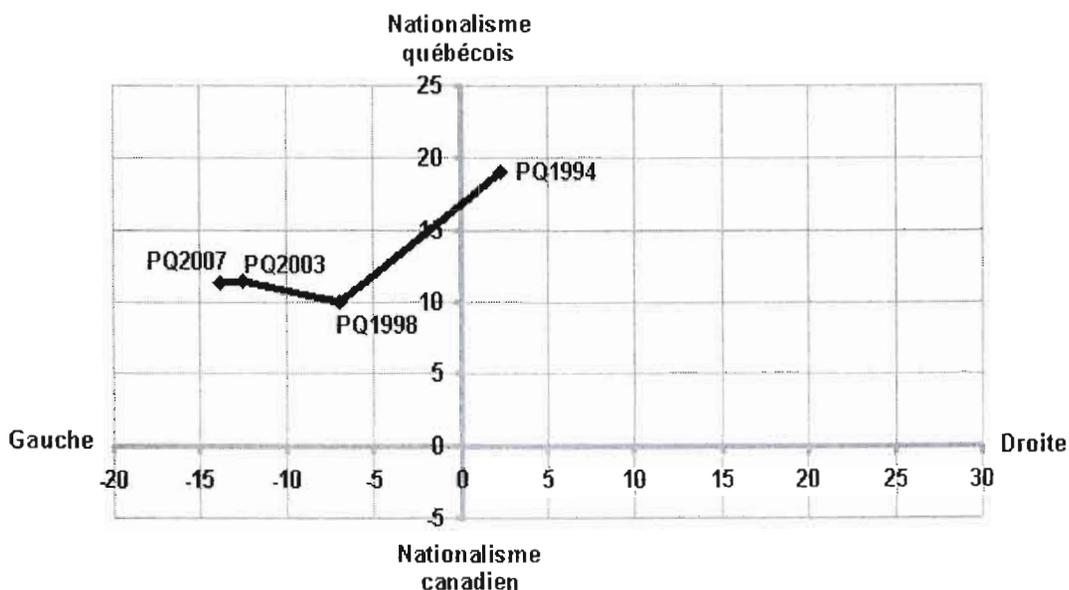


Figure 3.1 Évolution du positionnement relatif du Parti québécois dans l'espace politique québécois de 1994 à 2007.

Cette situation peut toutefois se comprendre pour deux raisons. D'abord, la thème de la relance économique était central dans le discours des trois partis en 1994, le Québec commençant à peine, à cette époque, à se remettre d'une récession. Une telle présence de thèmes liés à la croissance économique et à l'augmentation de la compétitivité des entreprises explique aisément la position du PQ, alors légèrement à droite sur la dimension gauche/droite. Toujours en 1994, la position très marquée du PQ vers le pôle québécois de la dimension nationaliste s'explique évidemment par le contexte politique de l'époque, quelques années à peine après les échecs constitutionnels du Lac Meech et de Charlottetown. L'élection du PQ cette année-là s'est faite sur le thème de la souveraineté du Québec et à juste titre, près de 5% de toutes les quasi-phrases codées dans sa plateforme électorale de 1994 traitent de la souveraineté et du processus proposé pour y parvenir, alors qu'un autre 5,7% vise à dénoncer les désavantages que le Québec retire de son statut de province canadienne.

La situation n'est évidemment plus la même dès 1998, d'où le mouvement important du parti sur les deux dimensions, observable sur la figure 3.1. La question de la souveraineté ne concerne plus que 2,8% des quasi-phrases de la plateforme du PQ en 1998, alors que la dénonciation des inconvénients liés au statut de province pour le Québec, ainsi que les questions d'autonomie provinciale et de langue française contribuent à donner au parti un score net de 10 points en faveur du nationalisme québécois sur la dimension nationaliste. Le mouvement de 9 points vers la gauche s'explique quant à lui par une sympathie envers les préoccupations accrues de la population au sujet des services sociaux, l'objectif du déficit zéro, principale priorité politique de l'époque, commandant des coupures importantes dans plusieurs domaines d'intervention de l'État.

Pendant la période 1998-2007, les mouvements du PQ sur la dimension nationaliste se font pratiquement inexistantes, alors qu'un déplacement de 5,6 points vers la gauche s'est effectué entre 1998 et 2003. Les nombreuses critiques de l'opposition libérale à propos des coupures lors du processus ayant mené à l'atteinte du déficit zéro peuvent être à l'origine de cette nouvelle hausse d'importance accordée au bon fonctionnement et au financement adéquat de l'État providence québécois.

La position du PQ n'a, étonnamment, pratiquement pas changé entre 2003 et 2007 et ce, malgré la promesse formelle et explicite en 2007 – absente du programme en 2003 – de tenir un référendum sur la souveraineté au cours du mandat à venir, ce qui constituait une première pour le PQ depuis 1994. Fait notable, alors que 6,2% des quasi-phrases de la plateforme péquiste de 2007 ont été codées dans la catégorie *Souveraineté: positif*, moins de 1% des quasi-phrases de cette même plateforme concernaient les désavantages que retire le Québec de son statut de province canadienne, contrairement à 5,7% en 1994. Ce constat se reflète dans le positionnement net du PQ en 2007, 7,6 points moins «québécois» qu'en 1994 sur la dimension nationaliste, une différence étonnante compte tenu de l'engagement, lors

de ces deux élections, de mener le Québec dans un processus visant l'accèsion à la souveraineté politique.

Une autre découverte frappante ressort de ces chiffres: environ 54% des quasi-phrases de la plateforme péquiste de 2007 codées dans l'une ou l'autre des catégories du pôle «nationalisme québécois» l'ont été dans la catégorie *Souveraineté: positif*, laissant aux enjeux du «pourquoi» de la souveraineté, de même qu'aux questions identitaires et de langue française qu'une influence minoritaire dans le positionnement du PQ sur la dimension nationaliste en 2007. À titre de comparaison, en 1994, la catégorie *Souveraineté: positif* ne représentait que 25,7% du discours nationaliste au PQ.

Ces constats nous permettent de tirer deux conclusions. D'abord, *le discours nationaliste/souverainiste du PQ en 2007 était beaucoup moins riche et complet qu'il ne l'était en 1994, où la volonté de faire du Québec un pays était alors appuyée par un important discours justificatif*, comme en témoigne l'accentuation sélective plus grande des catégories *Fédéralisme: négatif*, *Autonomie provinciale* et *Langue française* en 1994 qu'en 2007.¹⁷ Deuxièmement, cette découverte nous permet de franchir un premier pas dans la vérification de notre hypothèse de recherche, à savoir que *le PQ en 2007 aurait négligé les enjeux identitaires et culturels au profit de l'idée d'un référendum sur la souveraineté, ce qui aurait permis au discours nationaliste de l'ADQ de séduire une certaine portion de l'électorat traditionnellement péquiste*.

Finalement, il est méthodologiquement pertinent de mentionner la variation importante dans la longueur de la plateforme péquiste de 2007 par rapport à celles présentées lors des trois élections précédentes. De 1994 à 2003, le nombre de quasi-phrases codées pour chaque plateforme du PQ varie de 1375 en 1994 à 1768 en 2003,

¹⁷ En 1994, les catégories *Fédéralisme: négatif*, *Autonomie provinciale* et *Langue française* représentaient respectivement 5,7%, 4,8% et 2,8% de toutes les quasi-phrases codées, comparativement à 0,9% pour chacune de ces catégories en 2007.

alors que celui-ci ne s'élève qu'à 563 en 2007. Alors qu'un nombre réduit d'unités codées devrait logiquement se traduire par un positionnement plus extrême du parti sur chacune des dimensions, sa plateforme contenant relativement moins de phrases explicatives ou transitionnelles par rapport aux mentions substantielles de politiques et de visions, un tel résultat ne s'observe pas dans le cas du PQ en 2007. Nous tâcherons de voir dans les prochaines sections si la longueur des plateformes a une influence sur le positionnement des autres partis dans l'espace politique.

3.2 Le Parti libéral du Québec

Véritable symbole de l'appui au fédéralisme canadien au Québec depuis l'émergence du débat nationaliste comme enjeu de premier plan, le Parti libéral du Québec apparaît à première vue comme celui qui a tout à perdre du nouveau «consensus nationaliste» décrit dans notre hypothèse de recherche. L'évolution de son positionnement relatif entre 1994 et 2007, représenté sur la figure 3.2, ne semble d'ailleurs pas démentir cette impression. Les mouvements idéologiques du PLQ pendant cette période se font presque exclusivement sur la dimension gauche/droite. Sur la dimension nationaliste, le score net du parti varie à l'intérieur d'une échelle très restreinte allant de -0,3 à 1,4.

Le premier constat qui peut surprendre à la lumière de ces résultats est d'abord le fait que le PLQ se situe pratiquement toujours dans les quadrants supérieurs de l'espace politique, soit du côté «nationalisme québécois» de la dimension nationaliste, à l'exception d'une légère incursion sous la barre du 0 en 1998. Cette découverte ne signifie non pas que le PLQ n'est pas un parti fédéraliste, mais plutôt qu'il ne défend pas corps et âme la vision d'une nation bilingue, pancanadienne à l'intérieur de laquelle les francophones du Québec ne seraient qu'une minorité linguistique. Tout comme ses deux principaux concurrents sur la scène politique québécoise, le PLQ reconnaît les particularismes et l'identité du

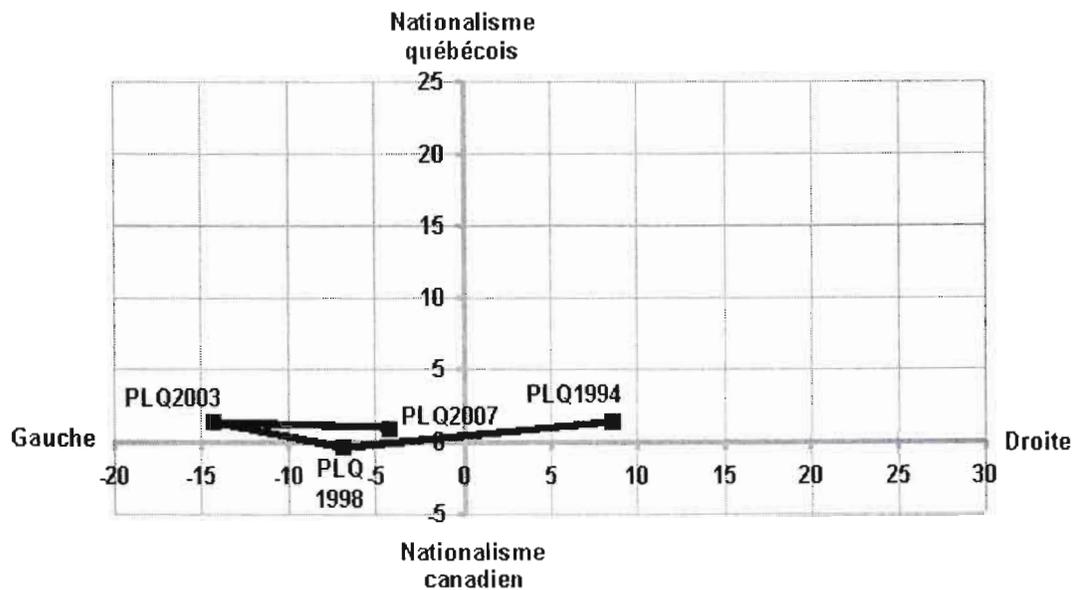


Figure 3.2 Évolution du positionnement relatif du Parti libéral du Québec dans l'espace politique québécois de 1994 à 2007.

peuple québécois, de même que le besoin pour l'État québécois de jouir d'une certaine autonomie politique face au gouvernement fédéral. C'est du moins ce qui transparaît des plateformes électorales du parti et des résultats de notre analyse.

C'est sur la question de l'organisation du système politique que les positions du PLQ se distinguent le plus de celles du PQ. La catégorie *Fédéralisme: positif* représente en effet, pour les plateformes du PLQ, une proportion variant entre 1,5% et 3,9% de toutes les quasi-phrases codées, à l'exception de la plateforme de 2003 où aucune unité n'a été classée dans cette catégorie. Notons toutefois que la catégorie *Souveraineté: négatif* ne représente jamais plus de 1,1% de toutes les quasi-phrases codées d'une plateforme du PLQ.

La position du Parti libéral du Québec sur la dimension nationaliste représente donc plus souvent qu'autrement le résultat – presque nul, ou légèrement positif – d'une moyenne entre les appuis du parti aux questions identitaires québécoises et sa défense du fédéralisme canadien. Il n'y aurait donc pas d'opposition intrinsèque entre

ces deux types d'enjeux, comme en témoigne le discours du PLQ. Mais surtout, il n'existerait pas au Québec d'appui substantiel, transparaissant au sein du débat électoral, à l'idée d'une nation bilingue pancanadienne dont les Québécois seraient une composante. Cette vision peut certes être partagée par un certain nombre de Québécois, mais leur poids électoral et l'importance relative de cette conception de la société québécoise et canadienne ne seraient pas assez grands pour que le PLQ ou un autre parti majeur ne considère profitable de la défendre.

Sur le plan théorique, la position très faiblement en faveur du nationalisme québécois du PLQ vient confirmer le postulat de l'accentuation sélective des enjeux. Celui-ci stipule, rappelons-le, que *les partis politiques ne se distinguent non pas principalement par leurs positions divergentes sur de mêmes enjeux, mais par l'accentuation sélective qu'ils font d'enjeux différents*. Nos résultats nous permettent en effet de conclure que le PLQ partage notamment avec le PQ la vision du peuple québécois comme d'une nation, avec une identité et une culture propres. Il partage également, jusqu'à un certain point, l'idée que l'État québécois doit conséquemment jouir d'une certaine autonomie face au gouvernement fédéral. Mais la distinction entre les deux partis est possible principalement par l'accentuation sélective que chacun fait de ces enjeux. De question fondamentale pour le PQ, le nationalisme québécois devient moins important, voire secondaire pour le PLQ.

Ce postulat est également confirmé par la comparaison entre l'accentuation sélective de la catégorie *Souveraineté: positif* pour le PQ avec celle de la catégorie *Souveraineté: négatif* pour le PLQ. Au PQ, l'enjeu de la souveraineté mobilise entre 2,8% et 6,2% des quasi-phrases de chacune des quatre plateformes électorales publiées entre 1994 et 2007. Au PLQ, cette même question, du côté négatif, ne mobilise que de 0% à 1,1% des quasi-phrases de chacune des plateformes pendant la même période. Donc même dans ses positions résolument fédéralistes, le PLQ n'accorde pas beaucoup d'importance aux enjeux de la dimension nationaliste.

Cette réalité s'explique par le fait que les questions nationalistes «appartiennent» au Parti québécois. Même si tous les partis sont d'accord avec le principe d'une nation québécoise, sociologiquement parlant, la différenciation des partis par l'accentuation sélective des enjeux a permis au PQ de se «spécialiser» sur la question nationale. Donc dans l'opposition jadis bipartiste entre le PQ et le PLQ, plus la question nationale devenait importante pour l'électorat, plus le PQ était avantagé. C'est pourquoi la stratégie la plus fondamentale pour le PLQ est de minimiser l'accentuation sélective de cette question, plutôt que d'insister sur sa vision fédéraliste, ce qui se traduit par les faibles scores de la catégorie *Souveraineté: négatif* dans le codage de ses plateformes et par le positionnement net du parti sur la dimension nationaliste, toujours très près du 0.

L'évolution de la position du PLQ dans l'espace politique se fait donc essentiellement sur la dimension gauche/droite entre 1994 et 2007. Son déplacement le plus important, comme dans le cas du PQ, se fait entre 1994 et 1998, avec un bond important de 15,3 points vers la gauche. La nécessité de relancer une économie qui fonctionne au ralenti en 1994, combinée aux critiques virulentes des coupures du gouvernement péquiste dans les programmes sociaux en 1998 explique ce déplacement important du PLQ vers la gauche. En 2003, le PLQ poursuit dans la même direction avec un nouveau bond de 7,6 points vers la gauche. Le thème central de la campagne électorale du PLQ cette année-là, l'amélioration des services publics de santé, explique aisément cette accentuation accrue des enjeux «de gauche» dans le discours libéral.

Finalement, 2007 représente le premier déplacement du PLQ vers la droite au cours de la période étudiée, un mouvement d'une ampleur de 10 points sur la dimension concernée. C'est également la première campagne électorale post-référendaire où le PLQ forme le gouvernement sortant et doit défendre son bilan. Les nombreuses critiques qui lui ont été adressées pendant son mandat, principalement quant au non-respect de ses promesses d'améliorer les services publics de santé et de

diminuer les impôts des contribuables, l'ont poussé à adopter le discours de la continuité et de la stabilité lors de l'élection de 2007, ce qui pourrait expliquer sa position dans l'espace politique cette année-là, très près de l'origine sur les deux dimensions. Chose certaine, une aussi grande insistance qu'en 2003 sur les services de santé n'était pas envisageable, considérant le bilan gouvernemental à défendre. Un déplacement vers la droite semblait donc inévitable.

Le cas des deux partis «traditionnels» étant réglé, passons maintenant à l'étude de l'ADQ, qui est venue en 1994 s'insérer dans un espace politique, nous l'avons vu, caractérisé par un clivage entre le PQ et le PLQ sur la dimension nationaliste. Ces deux partis se sont toujours différenciés aisément sur cette dimension, alors que leurs positions sur la dimension gauche/droite se recoupaient sans cesse, du moins entre 1994 et 2007. Aucun de ces deux partis ne semble donc «posséder» une zone ou une autre de la dimension gauche/droite, ce qui leur permet tous deux de soutenir la compétitivité des entreprises à un moment, puis le financement accru des services sociaux à un autre. Cette situation ne laisse donc aux électeurs que la question nationale pour différencier durablement ces deux concurrents électoraux. Voyons maintenant comment l'ADQ semble avoir réussi à briser cet équilibre en imposant progressivement sa place dans le débat électoral au Québec.

3.3 L'Action démocratique du Québec

La figure 3.3 illustre l'évolution du positionnement relatif de l'ADQ dans l'espace politique québécois entre 1994 et 2007. Le premier constat que ce portrait nous permet de réaliser concerne le déplacement exceptionnel du parti entre les élections de 2003 et de 2007, un bond simultané de 13,7 points vers la droite et de 6,7 points vers le nationalisme québécois. Cette donnée permet dès le départ de comprendre l'évolution toute aussi exceptionnelle des appuis électoraux exprimés en

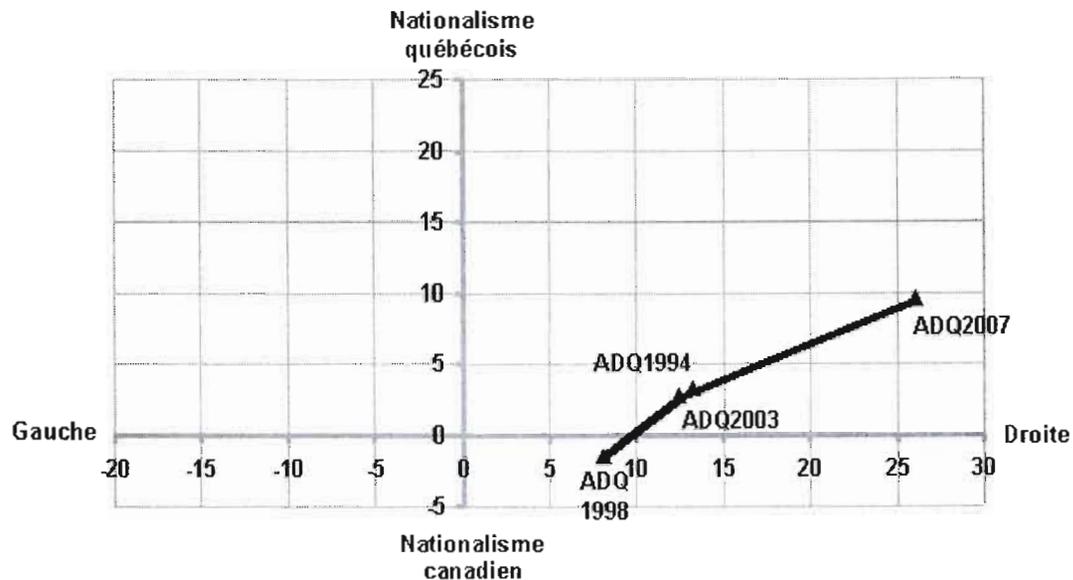


Figure 3.3 Évolution du positionnement relatif de l'Action démocratique du Québec dans l'espace politique québécois de 1994 à 2007.

faveur du parti entre ces deux élections, qui sont passés de 18,18% en 2003 à 30,84% en 2007.¹⁸ Il semble donc que la niche idéologique qu'occupait l'ADQ entre 1994 et 2003 ne présentait pas le potentiel suffisant pour canaliser le nombre d'appuis nécessaires pour devenir un parti de premier plan. Toutefois, une question demeure: est-ce le déplacement vers la droite ou le déplacement vers le nationalisme québécois qui a fait la différence pour l'ADQ en 2007?

En 1994 et en 1998, l'ADQ n'a fait élire qu'un seul député, alors que ce nombre est passé à quatre en 2003.¹⁹ Pendant la même période, la position du parti dans l'espace politique a très peu évolué, tant sur la dimension gauche/droite que sur la dimension nationaliste et ce, malgré l'engagement – discret – en 1994 de tenir un référendum sur la souveraineté du Québec, advenant l'élection d'un gouvernement adéquiste. Le discours nationaliste du nouveau parti cette année-là est toutefois bien

¹⁸ Directeur général des élections du Québec. *DGEQ – Élections générales*. En ligne. http://www.dgeq.qc.ca/fr/resultats_gen.asp - Page consultée le 10 avril 2008.

¹⁹ *ibid.*

modeste, la catégorie *Souveraineté: positif* ne représentant que 1,87% de toutes les quasi-phrases codées, pour un score total net de 3,3 points sur la dimension nationaliste.

La longueur et la structure des plateformes électorales sont les éléments qui témoignent le mieux de l'évolution de l'offre politique de l'ADQ entre sa naissance et l'élection de 2003. En 1994, la plateforme du parti prend la forme d'un manifeste, avec de longs textes sur une variété de thèmes dont l'économie, l'efficacité gouvernementale et la cohésion sociale sont les plus importants. Dans une période où la relance économique tarde à se manifester, la position relativement à droite du parti cette année-là est fort compréhensible. Les enjeux nationalistes – pourtant la cause principale ayant mené à la création de ce nouveau parti – sont secondaires, semblant pratiquement aller de soi. L'ADQ savait fort bien à cette époque qu'il ne pouvait rivaliser avec le PQ sur les enjeux nationalistes, ce dernier détenant pratiquement le monopole de la question.

En 1998, la plateforme de l'ADQ est très brève (402 quasi-phrases codées) et reprend essentiellement les mêmes thèmes qu'en 1994. La question nationale est presque complètement écartée, les seules catégories de cette dimension représentant plus de 1% de toutes les quasi-phrases codées étant *Fédéralisme: positif* avec 2,7% et *Autonomie provinciale* avec 2%. Le score net du parti sur la dimension nationaliste en 1998 est de -1,5 points, ce qui traduit une volonté de diminuer l'importance relative de la question nationale, au lendemain de l'échec référendaire. Ne souhaitant plus être associé à «l'aile souverainiste du PLQ qui a fondé son propre parti», l'ADQ cherche à écarter cet enjeu en affirmant sa vision passe-partout d'un Québec plus autonome à l'intérieur du Canada, tout en insistant davantage sur les thèmes qu'il tente de s'approprier pour imposer sa place au sein de l'espace politique: l'économie, l'efficacité gouvernementale et la cohésion sociale.

Comme en témoigne la figure 3.3, la position de l'ADQ en 2003 est sensiblement identique à ce qu'elle était en 1994. Différence majeure toutefois, la longueur de la plateforme fait presque quadrupler, par rapport à celle de 1998, le nombre de quasi-phrases codées passant de 402 à 1511. Tout en mettant de l'avant toujours les mêmes thèmes, afin de développer chez l'électorat le sentiment que l'ADQ possède une expertise crédible et une volonté ferme d'attaquer ces enjeux, le parti mise plus que jamais sur la qualité visuelle et la richesse de sa plateforme électorale dans le but de démontrer le sérieux et la crédibilité du parti pour former le prochain gouvernement. Substantiellement, comme le démontre nos résultats de codage, le discours adéquiste n'a pas évolué en 2003. Mais le soin avec lequel chaque enjeu, chaque proposition de politique est développée dans la plateforme électorale marque une rupture claire avec les deux plateformes précédentes.

Les espoirs adéquistes ne s'étant finalement pas concrétisés en 2003, le parti fait évoluer substantiellement son discours dans la plateforme électorale qu'il présente pour l'élection de 2007. Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre I, un parti est toujours contraint de conserver une certaine cohérence et continuité idéologiques avec ses positions passées afin de ne pas faire fuir ses militants et de conserver une certaine crédibilité auprès de l'électorat. Tout en se conformant à ces exigences, l'ADQ a réussi le déplacement exceptionnel illustré à la figure 3.3. Le parti n'a pas changé ses positions; il a modifié l'accentuation sélective de différents enjeux dans son discours, en augmentant son insistance sur des enjeux de droite et des enjeux nationalistes québécois. Les catégories *Autorité politique* et *La loi et l'ordre*, toutes deux «de droite», ont vu leur importance relative augmenter respectivement de 6,1% et de 5,7% entre 2003 et 2007, alors que la catégorie *Efficacité gouvernementale et administrative*, qui n'est classée ni à gauche, ni à droite, a diminué de 8,6% entre les deux mêmes élections.

Du côté des enjeux nationalistes, les principales différences entre 2003 et 2007 se situent au niveau des catégories *Autonomie provinciale* et *Identité*

québécoise: positif, qui représentent en 2007 respectivement 5,3% et 4,5% de toutes les quasi-phrases codées, une hausse de plus de 3% par rapport à 2003 dans les deux cas. Cette nouvelle profession de foi nationaliste pour l'ADQ lui consacre un score net de 9,5 points du côté québécois de la dimension nationaliste, ce constitue pratiquement un chevauchement avec l'espace jusque-là réservé au PQ sur cette dimension.²⁰

Cet important déplacement de l'ADQ vers les pôles «droite» et «nationalisme québécois» de l'espace politique en 2007 peut également s'expliquer par la longueur de la plateforme présentée par le parti: 487 quasi-phrases codées, soit presque aussi peu qu'en 1998. Tout en ayant, comme en 2003, misé sur la qualité de la présentation et de l'organisation des informations dans le document (ce qui ne fut pas le cas en 1998), l'ADQ a décidé de présenter à l'électorat un document bref, synthétique et clair qui a réduit considérablement son nombre de phrases explicatives, argumentatives et transitionnelles par rapport à 2003 au profit d'une insistance accrue sur certains thèmes nationalistes québécois et «de droite». Une telle manœuvre de rationalisation a eu comme conséquence de réduire la proportion de quasi-phrases classées dans les catégories n'appartenant à aucun des quatre pôles de l'espace politique, faisant ainsi augmenter l'importance relative des principaux enjeux mis de l'avant dans le document.

L'ADQ a-t-elle donc vu ses appuis électoraux bondir de 12,66%²¹ en 2007 à cause de son déplacement vers la droite ou vers le nationalisme québécois? En observant les figures 3.1 à 3.3, il est difficile d'attribuer entièrement la responsabilité du phénomène aux enjeux de droite. Si la distribution de l'électorat québécois s'étendait réellement si loin vers la droite, comment se fait-il que ni le PQ, ni le PLQ n'ait jugé bon de séduire cet électorat, considérant le potentiel non-négligeable de

²⁰ En 1998, le Parti québécois présentait un score de 10 points du côté québécois de la dimension nationaliste.

²¹ Directeur général des élections du Québec. *DGEQ – Élections générales*. En ligne. http://www.dgeq.qc.ca/fr/resultats_gen.asp - Page consultée le 10 avril 2008.

votes qu'il représentait? Au contraire, l'ADQ se serait-elle approprié une portion encore plus grande de l'électorat nationaliste si elle avait diminué – plutôt qu'augmenté – l'accentuation sélective de son discours de droite? L'étude de l'espace politique québécois élection par élection, afin d'en analyser son évolution, nous permettra, dès la prochaine section, de fournir des réponses à ces questions et ultimement, de vérifier notre hypothèse de recherche.

3.4 L'élection générale de 1994

L'élection de 1994 présente une importance double pour l'analyse de notre question de recherche. En plus de marquer l'entrée en scène de l'ADQ, dont la présence a contribué depuis à modifier significativement l'équilibre électoral au Québec, l'espace politique québécois de 1994 constituera notre portrait témoin de ce qu'était cet équilibre au tout début de la période que nous analysons. Le contexte de l'époque présente pour nous l'avantage de refléter la situation qui prévalait au plus fort du débat nationaliste, au lendemain du référendum de 1992 et à la veille de celui de 1995.

La position relative de chacun des trois partis lors cette élection est représentée à la figure 3.4. On y remarque au premier coup d'œil l'importance primordiale de la dimension nationaliste comme base significative de différenciation des partis, un écart de 17,6 points séparant le PQ du PLQ sur cet axe. Parallèlement, la différence entre les partis sur la dimension gauche/droite semble beaucoup moins importante, bien que l'écart entre le PQ et l'ADQ soit tout de même de 11 points. Il faut toutefois demeurer prudent quant à l'importance du rôle de l'ADQ dans l'estimation de la distribution partisane en 1994, le parti n'ayant obtenu que 6,46% du suffrage populaire.²² En considérant seulement les deux partis «majeurs», le PQ et le PLQ, l'écart sur la dimension gauche/droite n'est que de 6,3 points.

²² *ibid.*

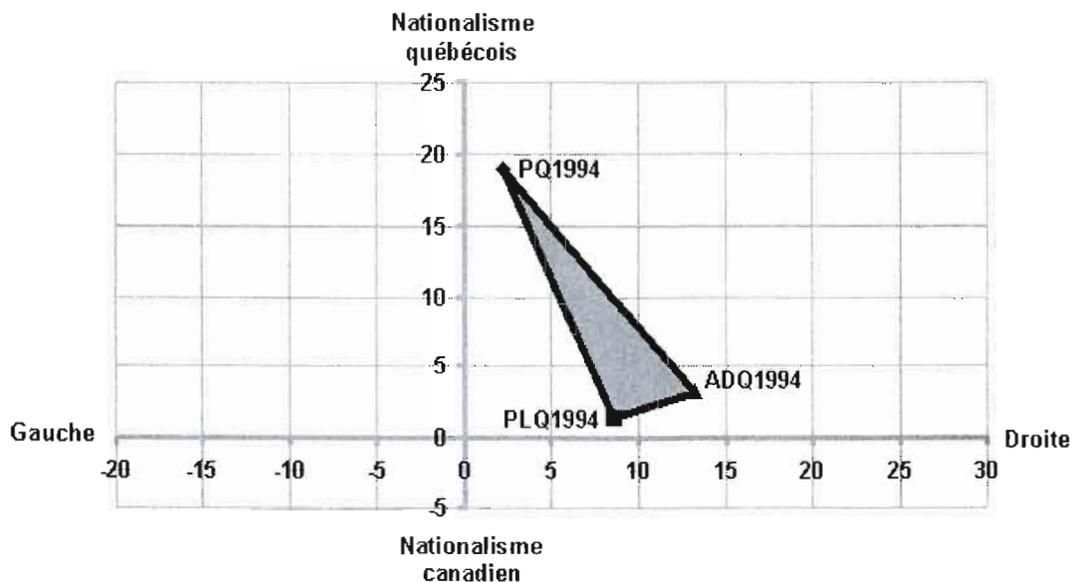


Figure 3.4 Positionnement relatif du PQ, du PLQ et de l'ADQ dans l'espace politique québécois lors de l'élection générale de 1994.

Cette relative convergence des trois principaux partis vers le centre-droit de la dimension gauche/droite en 1994 s'explique aisément, nous l'avons vu, par la situation économique de l'époque et par la volonté générale de relancer l'économie et de créer des emplois. Ce contexte fait en sorte que la dimension gauche/droite n'était pas, en 1994, la base à privilégier par les électeurs pour différencier les partis entre eux, malgré l'importance relative tout de même élevée des enjeux économiques. Plutôt, le choix se faisait entre l'agenda souverainiste du Parti québécois, la nouvelle alternative nationaliste – et souverainiste, rappelons-le – que représentait l'ADQ et finalement l'option fédéraliste du PLQ.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, le Parti québécois a su, depuis sa création, se spécialiser sur les questions de l'ordre du nationalisme québécois. Le contexte dans lequel prenait place l'élection de 1994 ne pouvait donc qu'être favorable à son offre politique traditionnelle. Cette réalité, de même que l'engagement abondamment élaboré dans sa plateforme électorale de 1994 de tenir un

référendum sur la souveraineté, explique la position fortement nationaliste du PQ cette année-là. L'ADQ, elle aussi souverainiste, sachant très bien que l'électorat québécois n'allait pas tourner le dos à la dernière minute au parti de René Lévesque au profit d'un nouveau venu pour les emmener vers la construction du pays, a choisi de se distinguer de ses rivaux essentiellement sur les questions, nous l'avons vu plus haut, d'économie, d'efficacité gouvernementale et de cohésion sociale.

Un détail qui peut toutefois surprendre est la faiblesse du score de l'ADQ sur la dimension nationaliste en 1994. Pour un parti qui est né d'une scission du PLQ principalement sur des questions relatives à l'avenir politique du Québec, une différence d'à peine 1,9 point avec son rival libéral sur la dimension nationaliste a de quoi laisser perplexe. La relative pauvreté du discours nationaliste de l'ADQ porte à croire que celle-ci a laissé au PQ le soin de mobiliser l'électorat nationaliste, s'occupant de son côté d'attirer les appuis des électeurs nationalistes de droite qui votaient jadis PQ, faute d'alternative.

Quant au PLQ, sa position fédéraliste de 1994 s'explique par la place importante de la question de la souveraineté dans le discours du PQ. L'enjeu d'une sécession nationale – comme tout ce qui implique une phase d'instabilité politique – commande chez ses opposants un discours de peur et un appel à l'harmonie. Ainsi, malgré une certaine accentuation sélective des catégories *Autonomie provinciale* (1,5%), *Identité québécoise: positif* (2,8%) et *Langue française* (1,5%) dans la plateforme électorale du PLQ en 1994, dans le but de satisfaire les aspirations nationalistes de l'électorat, les catégories *Fédéralisme: positif* (2,7%) et *Souveraineté: négatif* (0,4%) viennent modérer le discours nationaliste du parti. Le faible score de cette dernière catégorie confirme par ailleurs, une fois de plus, le postulat de l'accentuation sélective, l'opposition pure entre deux ou plusieurs partis sur un même enjeu n'étant jamais très significative dans leur différenciation réelle.

Il ne faudrait finalement pas passer sous silence les résultats très serrés de l'élection de 1994, le PQ n'ayant amassé que 0,35% de plus de votes que le PLQ en termes de suffrage populaire.²³ Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette quasi-égalité entre les deux principaux partis. Nous retiendrons toutefois que la crainte de l'instabilité politique qui aurait pu s'installer au Québec pendant la campagne référendaire promise par le PQ ou au lendemain de la victoire du OUI, combinée à l'impératif de relancer l'économie peut avoir incité un certain nombre d'électeurs à accorder leur vote au PLQ, soit ceux pour qui l'enjeu de l'économie et de la stabilité était plus important que celui du nationalisme. L'importance relative de ces enjeux en 1994 a aussi fort probablement profité au PLQ qui s'est, un peu par défaut, développé une expertise sur les questions économiques et de stabilité politique, ayant été opposé pendant 20 ans au PQ, qui lui est davantage porté vers l'État providence, la sécurité sociale et bien sûr, l'accession du Québec à la souveraineté.

Nous verrons dans la prochaine section comment le paysage électoral aura évolué dès 1998, alors que la défaite référendaire a détrôné la question de la souveraineté du sommet des priorités politiques et que l'économie du Québec a retrouvé le chemin de la croissance.

3.5 L'élection générale de 1998

La figure 3.5 représente la position relative des trois principaux partis lors de l'élection générale de 1998. On y remarque d'abord un déplacement généralisé vers la gauche de la part des trois partis, de même qu'un positionnement beaucoup plus modéré qu'en 1994 pour le PQ sur la dimension nationaliste, où il s'est déplacé de 9 points vers le centre. Le déplacement en faveur du nationalisme canadien a aussi été relativement important pour le PLQ et l'ADQ, qui se retrouvent tous deux légèrement du côté canadien de la dimension, en baisse de 1,7 et 4,8 points, respectivement. La

²³ *ibid.*

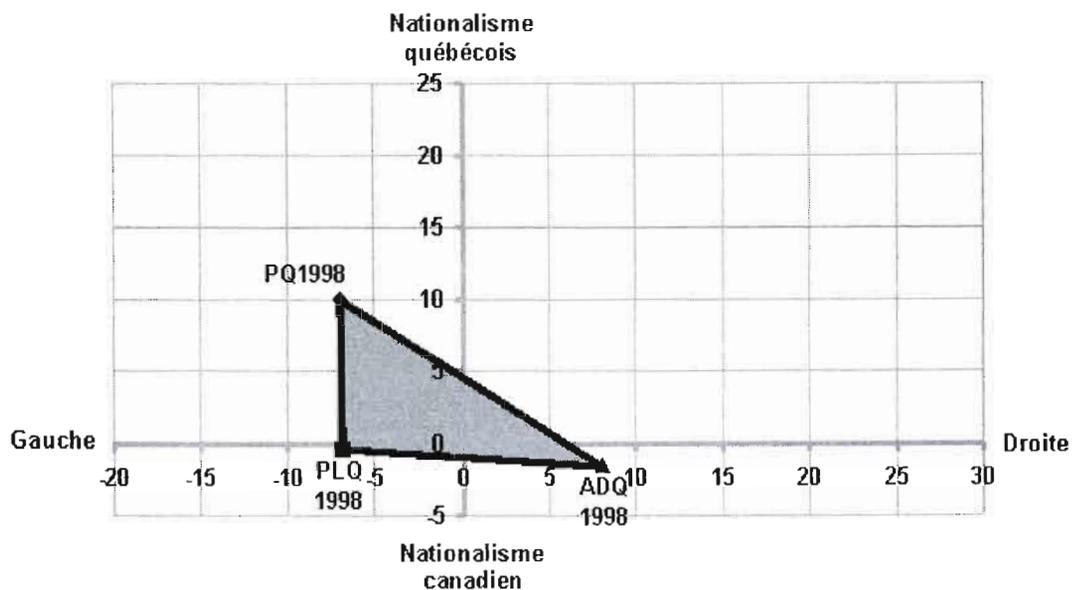


Figure 3.5 Positionnement relatif du PQ, du PLQ et de l'ADQ dans l'espace politique québécois lors de l'élection générale de 1998.

défaite référendaire de 1995 a de toute évidence provoqué une désillusion sur la question du nationalisme, la différence entre les deux partis les plus opposés sur cette dimension (le PQ et le PLQ en 1994; le PQ et l'ADQ en 1998) étant passée de 17,6 à 11,5 points.

Les trois partis sont d'ailleurs plus près du 0 sur la dimension nationaliste qu'ils ne l'étaient en 1994, signe que l'importance relative de la question nationale a grandement diminué. Outre le PQ, c'est l'ADQ qui a connu le déplacement le plus important sur cette dimension, devenant même légèrement plus «canadien» que le PLQ. Si le jeune parti cherche à se distinguer de ses rivaux en 1998, ce n'est plus comme l'alternative nationaliste de droite, mais bien simplement comme l'alternative de droite. C'est là un changement stratégique majeur de la part d'un parti qui est né justement dans la foulée du débat sur l'avenir politique du Québec, entre les échecs des accords du Lac Meech et de Charlottetown.

Ce n'est toutefois pas une stratégie électoralement très payante pour l'ADQ, qui ne fait élire aucun député de plus qu'en 1994 et qui n'augmente ses appuis en termes de votes que de 5,35% par rapport à sa première élection.²⁴ Bien qu'elle ait effectué un déplacement vers la gauche de 5,2 points, l'ADQ est relativement plus à droite par rapport aux deux autres partis en 1998 qu'elle ne l'était en 1994. La différence entre son positionnement sur l'échelle gauche/droite avec celui du parti le plus à gauche (le PQ, dans les deux cas) est passée de 11 à 15 points entre 1994 et 1998.

Or, le contexte socioéconomique, qui a grandement changé depuis quatre ans, ne semble plus justifier une telle position de centre-droite pour un parti qui vise à récolter un nombre important d'appuis électoraux. Les préoccupations quant à l'avenir de l'État providence québécois, en plein débat sur l'objectif du déficit zéro, ont remplacé l'impératif de relancer l'économie qui faisait consensus en 1994. Le PQ et le PLQ ont su saisir cette réalité en effectuant un déplacement plus important que l'ADQ vers la gauche (9,3 points dans le cas du PQ, 15,3 dans le cas du PLQ).

Les deux partis ont d'ailleurs convergé pratiquement vers le même point de la dimension gauche/droite, le PLQ n'étant que 0,2 point plus à droite que le PQ. Plus que jamais donc, les deux partis traditionnels se distinguent par la distance qui les sépare sur la dimension nationaliste. S'il n'en était de la présence de l'ADQ, nous serions contraints d'avouer que la dimension nationaliste a pris sensiblement toute l'importance dans l'espace politique québécois en 1998 et que ce débat divise plus que jamais l'électorat. *En effet, l'offre électorale du PQ et celle du PLQ sur la dimension gauche/droite sont sensiblement identiques et les résultats électoraux des deux partis sont encore une fois très serrés.* Alors que le PQ a remporté la majorité des circonscriptions électorales, lui permettant de former un gouvernement

²⁴ *ibid.*

majoritaire, c'est le PLQ qui a obtenu le plus grand nombre de votes à l'échelle du Québec, dépassant le PQ d'un minime 0,68%.²⁵

Toutefois, même avec son maigre 11,81%²⁶ des voix exprimées en sa faveur, l'ADQ parvient en 1998 à modifier le paysage électoral québécois en étirant la distribution partisane sur la dimension gauche/droite, contribuant à garder en vie l'importance relative de certains des enjeux qui la composent. Également, sa position toute aussi neutre que celle du PLQ sur la dimension nationaliste participe à réduire l'importance relative de cette dernière. Cette double tendance, provoquée par la présence et la progression de l'ADQ, s'accroît en 2003 et fait évoluer l'espace politique québécois encore plus à l'opposé de ce qu'il était en 1994. C'est ce que nous verrons dans la prochaine section.

3.6 L'élection générale de 2003

L'addition des mouvements des trois partis entre 1998 et 2003 contribue à modifier significativement le paysage électoral québécois dans son ensemble au cours de cette période. Comme en témoigne la figure 3.6, qui représente le positionnement relatif de chacun des trois partis lors de l'élection générale de 2003, l'ampleur de la distribution partisane sur l'axe nationaliste se resserre légèrement, alors qu'elle s'étend de manière importante sur la dimension gauche/droite. La distance entre les deux partis les plus éloignés sur la dimension nationaliste (le PQ et l'ADQ en 1998; le PQ et le PLQ en 2003) est en effet passée de 11,5 à 10,1 points entre 1998 et 2003, alors que la distance entre les deux partis les plus éloignés sur la dimension gauche/droite (le PQ et l'ADQ, dans les deux cas) est passée de 15 à 25 points.

Cette nouvelle distribution partisane est surtout due aux déplacements des trois partis sur la dimension gauche/droite. On note d'un côté un déplacement marqué

²⁵ *ibid.*

²⁶ *ibid.*

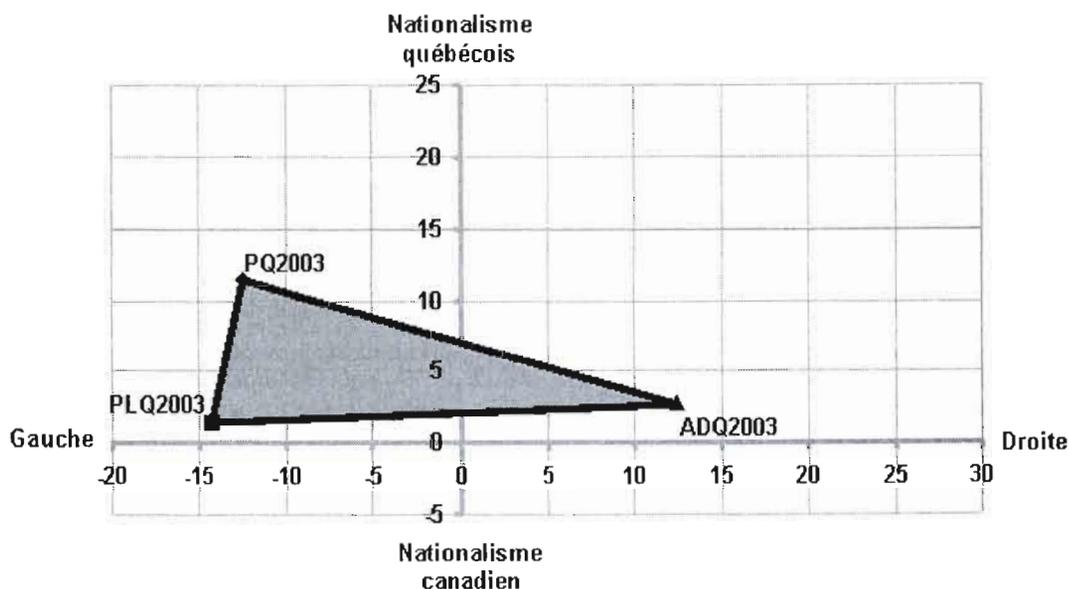


Figure 3.6 Positionnement relatif du PQ, du PLQ et de l'ADQ dans l'espace politique québécois lors de l'élection générale de 2003.

vers la gauche de la part du PQ et du PLQ, une tendance déjà observable en 1998 qui se poursuit en 2003. Alors que ces deux partis occupaient pratiquement la même position sur la dimension gauche/droite en 1998, le PQ a fait en 2003 un bond vers la gauche de 5,6 points, alors que le PLQ en a fait un de 7,6 points. Les coupures du gouvernement péquiste dans plusieurs secteurs d'intervention de l'État, notamment en santé et en éducation, ont fait augmenter jusqu'en 2003 l'importance relative des enjeux entourant les services sociaux et l'État providence.

Malgré la «spécialisation» traditionnelle du PQ sur ce type d'enjeu, c'est le Parti libéral du Québec qui a su le mieux profiter de cette nouvelle conjoncture. En cherchant à détruire la crédibilité et la réputation du Parti québécois sur la question des services sociaux, en insistant sur l'ampleur des coupures effectuées en cette matière par le gouvernement péquiste et en faisant de la santé l'un des principaux thèmes de sa campagne, le PLQ est non seulement parvenu à faire élire un gouvernement majoritaire, après deux mandats du PQ, mais s'est positionné à gauche

de ce dernier sur la dimension gauche/droite pour la première fois depuis le début de la période que nous étudions.

Le discours de gauche du PLQ en 2003 a été tel que même l'impressionnant score de 16% de la catégorie *Efficacité gouvernementale et administrative*, une catégorie «de centre» sur les deux dimensions, n'a pas modéré suffisamment le discours du parti pour lui donner un positionnement net plus à droite que celui du PQ. Même si le PQ n'est que 1,8 point plus à droite que le PLQ, il n'empêche que cette intrusion du Parti libéral à gauche du PQ constitue une donnée importante qui peut traduire une phase d'instabilité et de changement dans le paysage électoral. Cette situation remet en question la spécialisation du Parti québécois sur les enjeux «de gauche» ce qui, dans un contexte de relative convergence des partis sur la dimension nationaliste, risque de pousser dangereusement le PQ vers le centre de l'espace politique et vers un vide identitaire, le parti se trouvant dépourvu de toute «exclusivité» à offrir à l'électorat.

Parallèlement à ce mouvement vers la gauche du PQ et du PLQ, on note dans la figure 3.6 le phénomène inverse du côté de l'ADQ, soit un déplacement vers la droite par rapport à 1998. Avec un score positif de 12,4 sur la dimension gauche/droite, l'ADQ retrouve sensiblement sa position de 1994 (qui était de 13,2 points), en se retrouvant 4,4 points plus à droite qu'en 1998. Il s'agit d'un déplacement stratégiquement curieux de la part de l'ADQ, qui se distancie encore plus de ses rivaux sur la dimension gauche/droite, alors que les enjeux de gauche semblent occuper une place importante dans le débat politique à cette époque.

Il était donc à prévoir que le parti n'augmenterait pas en 2003 ses appuis électoraux suffisamment pour aspirer à former le gouvernement. Le pourcentage de votes exprimés en faveur de l'ADQ est en effet passé de 11,81% en 1998 à 18,18% en 2003.²⁷ Cette hausse lente, mais constante des appuis à l'ADQ, dans le contexte

²⁷ *ibid.*

d'un positionnement relatif peu stratégique de sa part, peut s'expliquer davantage par la hausse de crédibilité, d'expérience et d'exposition médiatique du parti que par la concordance grandissante entre son offre politique et les préférences de l'électorat québécois. Même s'il se positionne, comme en 1994, légèrement plus «québécois» que le PLQ sur la dimension nationaliste, la faiblesse de l'accentuation sélective des enjeux nationalistes dans son discours ne nous permet pas d'analyser l'évolution des appuis exprimés en faveur de l'ADQ sur cette base. Sa position se confond trop avec celle du PLQ sur cette dimension.

L'évolution de la position de chacun des trois partis sur la dimension nationaliste entre 1998 et 2003 est par ailleurs minime, mais positive dans les trois cas. Le malaise post-référendaire qui a causé un mouvement généralisé vers le pôle canadien de la dimension nationaliste en 1998 semble s'être estompé en 2003 puisque le mouvement généralisé est observable dans l'autre direction cette année-là. Son ampleur n'a toutefois rien de comparable à ce qu'elle était en 1998. Les déplacements du PQ, du PLQ et de l'ADQ vers le pôle québécois de la dimension nationaliste entre 1998 et 2003 sont de l'ordre de 1,5, 1,7 et 4,3 points respectivement. Ces déplacements permettent au PLQ et à l'ADQ de revenir du côté québécois de la dimension, et à l'ADQ de doubler à nouveau le PLQ pour redevenir, comme en 1994, plus «québécois» que ce dernier.

La faiblesse de ces déplacements, comparativement à ceux observables sur la dimension gauche/droite, rend cette dernière de plus en plus pertinente pour différencier l'offre politique de chacun des trois partis. Sans être au point mort, le débat nationaliste n'a visiblement rien de nouveau à apporter à la compétition électorale en 2003, pendant que les mouvements sur la dimension gauche/droite s'accroissent. Cette tendance, si elle se poursuit en 2007, constituera un élément qui permettra de valider une partie de notre hypothèse de recherche. Toutefois, l'idée d'une relative convergence des trois partis vers le pôle québécois de la dimension nationaliste que soutenait également notre hypothèse n'est toujours pas observable en

2003. En fait, s'il y a signe de convergence, c'est davantage de la part du PQ, qui, après le référendum de 1995, ne s'est jamais rapproché de sa position de 1994 (à 19 points du côté québécois de la dimension nationaliste), flirtant plutôt entre 10 et 11,5 points en 1998 et 2003. Le PLQ et l'ADQ restent quant à eux bien campés autour du 0 sur la dimension nationaliste. Nous verrons donc dans la prochaine section si ces tendances se poursuivent en 2007.

3.7 L'élection générale de 2007

L'élection générale de 2007 a cette particularité en commun avec celle de 1994 que le Parti québécois propose à l'électorat, noir sur blanc dans sa plateforme électorale, de tenir au cours de son mandat un référendum sur la souveraineté du Québec. En comparant la figure 3.7, qui représente le positionnement relatif des trois partis lors de l'élection générale de 2007, avec la situation qui prévalait en 1994 (figure 3.4), on comprend que les similitudes s'arrêtent là. Plus que jamais, les trois principaux partis politiques se différencient davantage sur la dimension gauche/droite que sur la dimension nationaliste.

Les résultats mêmes de l'élection générale de 2007 présentent un intérêt particulier. Le Parti libéral du Québec est en effet parvenu à amasser plus d'appuis que le Parti québécois et que l'Action démocratique du Québec, bien que ceux-ci se soient avérés insuffisants pour lui permettre de former un gouvernement majoritaire. Le parti de Jean Charest conserve donc le pouvoir en 2007, mais devient minoritaire à l'Assemblée nationale. La hausse des appuis exprimés en faveur de l'ADQ, nous le verrons plus loin, peut certainement être à l'origine de cette baisse des appuis au PLQ.

Au niveau de l'évolution du positionnement du PLQ par rapport à 2003, nous l'avons vu plus haut, le parti retourne à la droite du PQ sur la dimension gauche/droite, alors que son discours nationaliste demeure sensiblement identique,

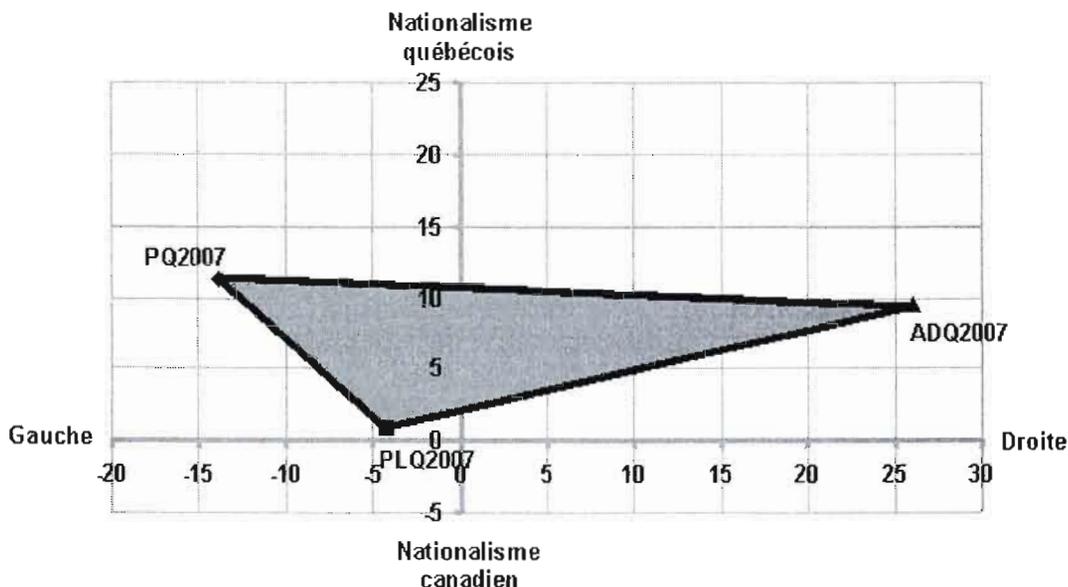


Figure 3.7 Positionnement relatif du PQ, du PLQ et de l'ADQ dans l'espace politique québécois lors de l'élection générale de 2007.

très près du 0 sur cette dimension. La particularité du PLQ en 2007 par rapport à ses rivaux est de présenter un discours exceptionnellement neutre, dépourvu de surprises et de message fort. C'est, à juste titre, le discours d'un gouvernement sortant qui doit défendre un bilan impopulaire et inachevé et qui mise sur le thème de la continuité pour recueillir des appuis. On remarque toutefois que le PLQ est plus que jamais isolé sur la dimension nationaliste, l'ADQ ayant pratiquement rejoint le PQ vers le pôle québécois de cette dimension. S'il semble y avoir, comme le soutient notre hypothèse, un nouveau consensus nationaliste au Québec, le PLQ y est de toutes évidences exclu.

Pour analyser ce nouveau portrait de l'espace politique québécois, le parti qui est certainement le plus intéressant à étudier, parce qu'il a été le plus actif en 2007, est sans nul doute l'ADQ. Entre 2003 et 2007, l'ADQ effectue un déplacement important sur les deux dimensions de l'espace politique et parvient à faire passer ses

appuis électoraux de 18,18% en 2003 à 30,84% en 2007.²⁸ *Sa présence modifie complètement la nature de l'espace politique québécois et l'importance des appuis exprimés en sa faveur force la mise à l'agenda des enjeux les plus populaires parmi ceux qu'il défend.* Au niveau de la dimension gauche/droite, les enjeux les plus présents dans le discours de l'ADQ demeurent essentiellement les mêmes que depuis la naissance du parti; ce n'est que leur accentuation sélective qui augmente. Les catégories *Autorité politique* (9,4%), *Droits et libertés de la personne* (6,8%) et *La loi et l'ordre* (6,4%) sont parmi les plus importantes dans la plateforme de l'ADQ en 2007 et contribuent à faire augmenter de 13,7 points le score du parti sur la dimension gauche/droite par rapport à 2003, pour un score net en 2007 de 26,1 points sur cette dimension.

C'est toutefois sur la dimension nationaliste que le déplacement du parti est le plus surprenant, parce que plus inhabituel. En hausse de 6,7 points par rapport à 2003, pour un score net de 9,5 points, l'ADQ menace soudainement l'exclusivité du PQ sur le discours nationaliste québécois. Comme le PLQ a cherché en 2003 à détruire la crédibilité du PQ sur les enjeux de gauche, en dénonçant les coupures dans les services sociaux que le parti a fait alors qu'il était au pouvoir, l'ADQ s'attaque à l'ambition souverainiste du PQ comme *moyen* pour satisfaire les ambitions nationalistes des Québécois. Parallèlement, il développe son propre discours nationaliste, dépourvu de toute ambition sécessionniste à court terme. En deux élections générales, sur deux fronts, le PQ s'est vu perdre l'exclusivité des enjeux les plus caractéristiques de son discours.

Le parti de René Lévesque est bien entendu, parmi les trois principaux partis, encore maître de l'enjeu souverainiste. Mais les résultats de l'élection générale de 2007²⁹ semblent indiquer que cette seule idée, dépourvue d'un discours identitaire

²⁸ *ibid.*

²⁹ Le PQ, en chute de 4,89% par rapport à 2003, a obtenu 28,35% des voix exprimées en 2007, derrière le PLQ (33,08%) et l'ADQ (30,84%). Voir: Directeur général des élections du Québec. *DGEQ*

fort, manque d'attractivité pour la majorité de l'électorat québécois. C'est dans cette subtilité que l'ADQ est parvenue à mobiliser une portion importante de l'électorat nationaliste. Lorsqu'on compare le discours du PQ avec celui de l'ADQ au niveau des enjeux nationalistes en 2007, on remarque que le Parti québécois a concentré ses efforts presque uniquement sur la question de la souveraineté. Les catégories *Souveraineté: positif* et *Identité québécoise: positif*, qui représentent respectivement 6,2% et 2,7% de l'ensemble des quasi-phrases codées de la plateforme péquiste de 2007, sont les seules catégories de la dimension nationaliste à présenter un score supérieur à 1%.

Bien que le score net du PQ sur la dimension nationaliste en 2007 soit légèrement supérieur à celui de l'ADQ³⁰, le discours de ce dernier est beaucoup plus varié et sensible à l'identité et à l'affirmation nationales des Québécois. Ce sont les catégories *Autonomie provinciale* (5,3%) et *Identité québécoise: positif* (4,5%) qui présentent l'importance relative la plus grande dans le discours nationaliste adéquiste, alors que la catégorie *Souveraineté: positif* ne récolte aucune mention. Ces résultats tendent à confirmer notre hypothèse qui soutient que la question de la souveraineté caractérise de moins en moins le débat nationaliste au Québec, au profit de préoccupations identitaires.

Pouvons-nous toutefois aller jusqu'à affirmer que ce renouvellement du discours nationaliste québécois offert par l'ADQ a permis d'éveiller et de mobiliser un électorat sympathique au nationalisme québécois, mais rebuté par l'idée de voir le Québec s'engager vers la souveraineté? Après tout, jamais entre 1994 et 2003 n'a-t-on vu une si grande fraction de l'électorat québécois accorder son vote à un parti dont la position relative sur la dimension nationaliste était supérieure à 9 points, alors

– *Élections générales*. En ligne. http://www.dgeq.qc.ca/fr/resultats_gen.asp - Page consultée le 19 avril 2008.

³⁰ 11,4 points pour le PQ; 9,5 points pour l'ADQ.

qu'en 2007, c'est 59,19% des électeurs qui ont voté pour un tel parti, que ce soit en faveur du PQ ou de l'ADQ.³¹

Cette conclusion peut certes sembler imprudente, d'autant plus que nous négligeons ici l'impact potentiel du déplacement spectaculaire vers la droite de l'ADQ en 2007. Cette omission est toutefois calculée et s'explique aisément par les théories qui soutiennent notre démarche. Si le potentiel d'appuis, si loin vers la droite de l'espace politique était si important pour permettre à un jeune parti comme l'ADQ de presque tripler ses appuis entre 1998 et 2007, l'un des partis existants, dans sa quête de maximisation du vote, aurait tôt fait de reconnaître ce potentiel et de chercher à en profiter, sans quoi un nouveau parti de droite serait apparu pour satisfaire cet électorat.³²

En 2003, alors que l'ADQ se distinguait de ses rivaux essentiellement par ses positions de droite, pourquoi cet électorat n'aurait-il alors pas massivement appuyé l'ADQ? La réponse se trouve sur la dimension nationaliste. En se basant sur le fragile postulat (exposé au chapitre I) que nous pouvons estimer la distribution de l'électorat dans l'espace politique à partir du positionnement des partis et des résultats électoraux de ces derniers, admettons en premier lieu qu'un tel électorat de droite existe effectivement. Nous pouvons dès lors supposer que celui-ci se divisait avant 2007 entre péquistes et libéraux, à cause de la grande importance relative des enjeux nationalistes identitaires dans leurs préférences politiques. Lorsque l'ADQ a développé de manière plus importante, en 2007, son discours nationaliste non souverainiste, cet électorat a vu dans le parti de Mario Dumont une alternative beaucoup plus près de leurs préférences, mélangeant enjeux de droite et nationalisme québécois, sans brandir de projet souverainiste.

³¹ Directeur général des élections du Québec. *DGEQ – Élections générales*. En ligne. http://www.dgeq.qc.ca/fr/resultats_gen.asp - Page consultée le 19 avril 2008.

³² Voir: Downs, Anthony. *An Economic Theory of Democracy*. New York: Harper & Row, 1957, 310 p.

Cette explication est certes défendable, mais l'idée d'un électorat de droite dormant qui s'est soudainement éveillé en 2007 après on ne sait combien d'années d'attente passive présente certaines faiblesses. *C'est pourquoi nous soutenons plutôt que l'ADQ a connu le succès qui est sien en 2007 malgré son important déplacement vers la droite, et non grâce à celui-ci.* L'électorat nationaliste québécois, en admettant le postulat que nous venons d'évoquer et en nous fiant aux différentes positions occupées par le PQ entre 1994 et 2007 (représentées à la figure 3.1), se concentre plus ou moins de la gauche jusqu'au centre-droit de la dimension gauche/droite. L'arrivée en 2007 de l'ADQ dans les plates-bandes nationalistes du PQ a pour la première fois depuis le début de la période que nous étudions, fourni une alternative nationaliste à cet électorat. La position de droite de l'ADQ leur plaisait plus ou moins, mais l'importance relative de la dimension nationaliste dans leurs préférences politiques, plus grande que celle de la dimension gauche/droite, leur a permis de passer outre ce détail. La promesse péquiste de tenir un référendum sur la souveraineté aurait donc, pour une portion importante de cet électorat nationaliste, déplu à un point tel qu'un vote pour l'ADQ devenait plus intéressant, nonobstant la distance entre leur position et celle de ce parti sur la dimension gauche/droite.

Cette analyse nous permet-elle d'aller plus loin dans nos conclusions? L'ADQ s'est-elle bâti une véritable base électorale ou risque-t-elle de perdre ses nouveaux appuis de 2007 dès que le PQ ajustera sa stratégie électorale? Le PLQ est-il condamné à développer lui aussi son discours nationaliste pour reconquérir une majorité d'appuis dans l'électorat? Dans la prochaine section, nous tâcherons de répondre à ces questions et de tirer des conclusions globales de l'analyse qui a été faite tout au long de ce chapitre.

3.8 Le nouvel espace politique québécois

La comparaison des figures 3.4 à 3.7 démontre une évolution remarquable de la nature de l'espace politique québécois entre 1994 et 2007. La figure 3.8 représente les positionnements de tous les partis à toutes les élections de la période étudiée. *On y remarque que la présence de l'ADQ a tout particulièrement contribué à augmenter l'importance relative de la dimension gauche/droite comme base significative de différenciation des partis.* Mais les enjeux de droite mis de l'avant par l'ADQ ont-ils gagné en popularité au sein de l'électorat autant que le parti lui-même en termes de votes exprimés? Quel est l'avenir des enjeux nationalistes dans le débat politique au Québec, dans le contexte où l'ADQ et le PQ semblent se disputer l'exclusivité du discours? Nous tirerons, dans cette section, les grandes conclusions de notre analyse en vérifiant notamment les différents éléments de notre hypothèse de recherche.

La baisse d'importance relative de la dimension nationaliste, au profit de la dimension gauche/droite est le premier élément de cette hypothèse que nos résultats nous permettent effectivement de confirmer. L'écart entre les deux partis les plus opposés sur la première dimension est passé de 17,6 points en 1994 à 10,5 en 2007, alors que l'écart a crû de 29,1 points pendant la même période sur la dimension gauche/droite, passant de 10,9 points en 1994 à 40 points en 2007. Malgré l'ampleur de l'écart observé en 2007 entre les partis sur la dimension gauche/droite, ce ne sont toutefois pas les enjeux de cette dimension qui ont été les plus significatifs dans l'évolution du débat politique. La différenciation relativement moins importante des partis sur la dimension nationaliste ne traduit pas une baisse d'importance relative des enjeux nationalistes dans le discours des partis et dans les préférences de l'électorat, au contraire.

Comme nous l'avons vu dans la section précédente, le déplacement important de l'ADQ vers le pôle québécois de la dimension nationaliste a, pour la première fois de la période étudiée, présenté à l'électorat québécois une alternative nationaliste non

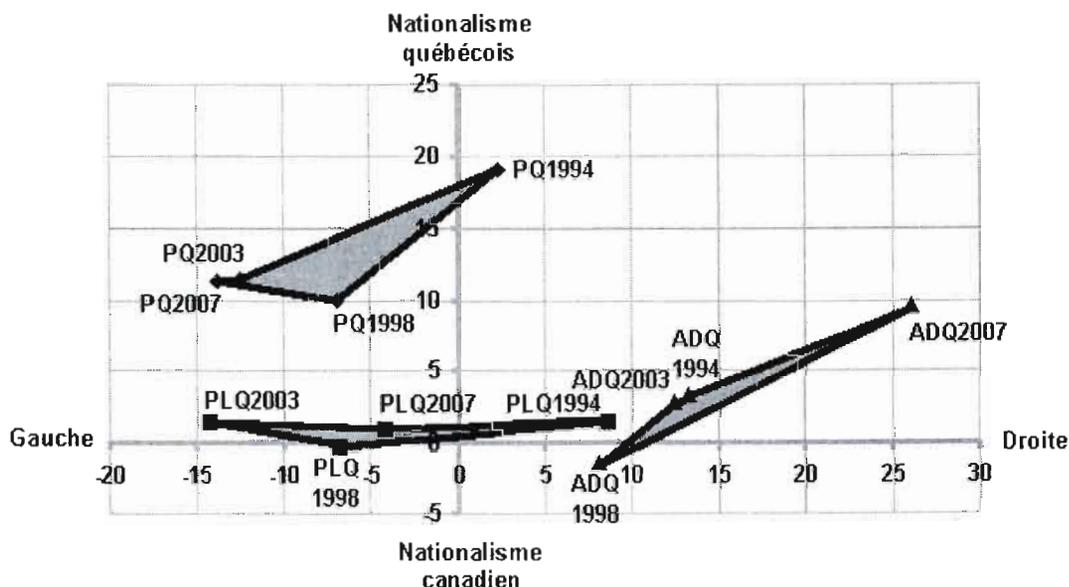


Figure 3.8 Positionnement relatif du PQ, du PLQ et de l'ADQ dans l'espace politique québécois de 1994 à 2007.

souverainiste. Contrairement à ce que nous soutenions dans notre hypothèse, la diminution de l'importance relative de l'enjeu souverainiste dans le discours nationaliste n'a pas été très importante entre 1994 et 2007. La souveraineté représentait en effet 22,8% du discours nationaliste québécois, tous partis confondus, en 1994, contre 19,2% en 2007. Cette différence est donc négligeable. C'est plutôt le fait que l'ADQ ait développé en 2007 un discours nationaliste non souverainiste qui explique les succès de ce parti lors de cette élection et la redéfinition de l'espace politique à laquelle nous assistons.

Face à la nouvelle possibilité de voter pour un parti présentant un discours nationaliste relativement fort, sans proposer d'agenda souverainiste à court ou même à moyen terme, le bassin d'électeurs réceptifs au discours nationaliste québécois a augmenté substantiellement, provoquant les résultats que nous connaissons lors de l'élection générale de 2007. Il est d'ailleurs intéressant de comparer les résultats électoraux de chacun des trois partis, présentés au tableau 3.1, particulièrement entre

Tableau 3.1
 Résultats électoraux des principaux partis politiques québécois
 lors des élections générales de 1994, 1998, 2003 et 2007³³

Parti	1994	1998	2003	2007
Parti québécois	44,75%	42,87%	33,24%	28,35%
Parti libéral du Québec	44,40%	43,55%	45,99%	33,08%
Action démocratique du Québec	6,46%	11,81%	18,18%	30,84%
Union des forces progressistes / Québec solidaire	n/d	n/d	1,06%	3,64%
Parti vert du Québec	0,14%	n/d	0,44%	3,85%

2003 et 2007. On y remarque entre autres que la hausse des appuis exprimés en faveur de l'ADQ (12,66%) est sensiblement identique à la baisse des appuis exprimés en faveur du PLQ (12,91%). Parallèlement, le PQ n'a perdu que 4,89% d'appuis entre 2003 et 2007, pendant que des partis émergents comme Québec solidaire et le Parti vert du Québec amélioraient leur récolte combinée de 5,99%.³⁴ *Nous pouvons déduire de ces résultats qu'en 2007, l'ADQ a attiré plus d'électeurs qui avaient voté PLQ en 2003 que d'électeurs qui avaient voté PQ.*

Cela signifierait-il donc que le discours adéquiste de 2007 a converti à la cause du nationalisme québécois une certaine proportion de l'électorat fédéraliste? Rien n'est moins certain. En fait, cet électorat nouvellement adéquiste a toujours été sympathique à l'idée d'un nationalisme québécois, mais beaucoup moins à celle d'un référendum sur la souveraineté. Le PLQ réussissait, avec les quelques éléments

³³ Seuls les partis ayant obtenu au moins 1% des votes lors d'au moins une élection figurent dans ce tableau. Source: Directeur général des élections du Québec. *DGEQ – Élections générales*. En ligne. http://www.dgeq.qc.ca/fr/resultats_gen.asp - Page consultée le 25 avril 2008.

³⁴ L'Union des forces progressistes étant le seul parti fondateur de Québec solidaire à avoir été actif en 2003, ce sont ses résultats électoraux qui ont été pris en compte dans ce calcul pour l'élection générale de 2003.

nationalistes de son discours, à ne pas se mettre à dos cet électorat et même à récolter son appui à l'occasion, sur la base d'autres enjeux du moment, comme l'amélioration du système de santé en 2003. Le développement important du discours nationaliste non souverainiste de l'ADQ en 2007 a toutefois changé les règles de ce jeu. Notre hypothèse était donc juste lorsqu'elle soutenait que le nombre d'électeurs réceptifs aux enjeux nationalistes était soudainement devenu beaucoup plus grand en 2007, puisqu'il était maintenant possible de manifester son appui au nationalisme québécois sans risquer le «danger» de la sécession du Québec.

Comme nous l'avons expliqué dans la section précédente, cet exploit de l'ADQ a été réalisé *malgré* sa position très à droite sur l'autre dimension. Il est crédible de penser qu'un discours de droite plus modéré aurait été plus profitable pour l'ADQ en 2007, lui permettant de maximiser davantage ses appuis au sein de l'électorat nationaliste. Ceux pour qui l'écart entre leur propre position et celle de l'ADQ sur la dimension gauche/droite était trop important n'ont pas voté pour le parti de Mario Dumont en 2007, même si son discours nationaliste aurait pu leur plaire.

Face à ces constats, on comprend que l'ADQ a mis au point en 2007 une véritable formule gagnante, imparfaite mais efficace, lui permettant de former une coalition originale de nationalistes non souverainistes, de souverainistes de centre-droit et d'électeurs de droite. Le Parti québécois n'a, de son côté, pas servi sa cause en faisant du troisième référendum sur la souveraineté l'un de ses principaux engagements électoraux. Cet agenda précipité a éliminé toute possibilité pour le parti de séduire les électeurs nationalistes qui redoutent l'instabilité politique associée à l'éventuelle sécession du Québec. Quant au Parti libéral, l'absence d'évolution et de substance de son discours nationaliste détonne en 2007 plus que jamais depuis le début de la période que nous étudions. Le PLQ se retrouve seul, près du 0 sur cette dimension, alors que près de 60% des électeurs ont appuyé un parti qui présentait un score avoisinant les 10 points vers le pôle «nationalisme québécois» de l'espace politique.

Il n'y a donc pas – ou pas encore – de «consensus nationaliste» dans le débat politique au Québec, contrairement à ce que soutenait notre hypothèse. Outre la diminution de la distance entre les partis les plus opposés sur cette dimension au cours de la période 1994-2007, le seul élément observable en ce sens est le rapprochement de l'ADQ, en 2007, vers la «zone nationaliste» de l'espace politique, traditionnellement réservée au PQ. Le PLQ n'a fait preuve d'aucun signe de compromis sur la dimension nationaliste, tout au long de la période étudiée. C'est tout de même compréhensible puisque étant traditionnellement le parti le moins nationaliste québécois, le PLQ est pratiquement assuré d'obtenir à chaque élection l'appui de la minorité anglophone du Québec. Une initiative d'intensification de son discours nationaliste, comme l'a fait l'ADQ, risquerait donc d'être désavantageuse pour les libéraux et de donner naissance à un tiers parti davantage porté vers le nationalisme canadien, comme ce fut le cas à la fin des années 1980 avec le Parti égalité.

Plusieurs facteurs laissent toutefois envisager que le paysage électoral du Québec continuera à évoluer rapidement et significativement après 2007. L'ajustement de la stratégie du Parti québécois, qui après la défaite de mars 2007, a décidé de retirer de son programme électoral l'engagement de tenir un référendum sur la souveraineté, risque de changer bien des choses et de «ramener au bercail» plusieurs électeurs nationalistes de gauche ou même de centre. La position très à droite de l'ADQ en 2007 a probablement coûté au parti une victoire qui aurait pu le porter au pouvoir. S'il souhaite consolider et renforcer la coalition nationaliste non souverainiste qui lui sert de base électorale, le parti de Mario Dumont devra modérer ses positions sur la dimension gauche/droite et parvenir à s'installer solidement dans la niche de centre-droit laissée vacante tant par le PQ que par le PLQ depuis 1998. Plus vite il le fera, plus grandes seront ses chances de fidéliser son électorat de 2007. Dans le cas contraire, la disparition de la «menace» référendaire à court terme chez le PQ risque de priver l'ADQ de son principal attrait. Et comme nous l'avons vu plus

haut, ce ne sont pas les enjeux de droite qui serviront les intérêts de l'ADQ en termes d'augmentation des appuis électoraux.

Quant au PLQ, il se retrouve dans une situation délicate, voyant à quel point le discours nationaliste a été payant pour l'ADQ, mais ne pouvant pas se permettre d'aller rejoindre ses deux rivaux vers le pôle québécois de la dimension nationaliste, au risque certain de perdre l'appui de l'importante minorité anglophone du Québec. Cette situation laisse croire que le consensus nationaliste ne pourra jamais être atteint au Québec, même si on peut probablement continuer à s'y approcher davantage qu'en 2007. Avec un infime score de 0,9 point pour le PLQ en 2007 sur la dimension nationaliste, on peut supposer qu'un léger déplacement de quelques points pourra permettre aux libéraux d'attirer au moins une partie des nationalistes québécois modérés, sans provoquer l'exode massif de l'électorat anglophone.

La situation est plus complexe sur la dimension gauche/droite. Même si elle est devenue la dimension la plus significative sur laquelle différencier les partis, les enjeux nationalistes demeurent très importants dans le choix des électeurs. Considérant leur opposition éternelle – et qui durera probablement encore bien longtemps – sur la dimension nationaliste, il est à prévoir que le PQ et le PLQ continueront à adopter des positions très similaires sur la dimension gauche/droite. Tant les libéraux que les péquistes apparaissent crédibles sur pratiquement tout le spectre centre-gauche/centre-droit. Ce sont les enjeux de court terme et les situations ponctuelles, comme la quête du déficit zéro, qui peuvent créer un clivage temporaire entre ces deux partis sur la dimension gauche/droite.

L'avènement d'un discours nationaliste «nouveau genre» en 2007, gracieuseté de l'ADQ, aura donc causé une restructuration du débat politique au Québec. En écartant l'épineuse question de l'accession du Québec à la souveraineté politique, l'ADQ a permis à l'électorat québécois d'exprimer ses préférences nationalistes dans une proportion inégalée. Un nouveau consensus semble depuis s'établir autour de

l'identité et de l'autonomie nationales des Québécois, un consensus partagé par le PQ, l'ADQ et aussi par le PLQ, même si ce dernier cherche tant bien que mal à faire sa place à l'intérieur de ce consensus sans déplaire à son électorat anglophone. Dans le processus, la dimension gauche/droite a vu son importance relative augmenter, principalement à cause de la position très à droite de l'ADQ sur celle-ci. Les enjeux nationalistes demeurent tout de même très importants dans les choix politiques des électeurs et le positionnement de l'électorat québécois, plutôt au centre de la dimension gauche/droite (si on se fie aux positions et aux résultats électoraux des trois partis), laisse deviner que cette enflure vers la droite de l'espace politique québécois aura l'effet d'un feu de paille.

La transformation de l'espace politique québécois que nous avons analysée dans ce mémoire est un phénomène encore jeune, imprévisible et en constante évolution. Les prochaines années et surtout la prochaine élection générale vont être d'une importance cruciale pour l'avenir à court et moyen termes de l'équilibre électoral au Québec. Le tripartisme à l'Assemblée nationale semble jusqu'à ce jour permettre une gouvernance fonctionnelle du Québec, mais la nature de notre système parlementaire laisse planer de sérieux doutes sur la viabilité d'une cohabitation efficace entre trois partis ayant obtenu chacun entre 28% et 34% des votes exprimés.

CONCLUSION

Un an après les élections générales de mars 2007, nous sommes déjà plus à même de saisir l'ampleur – limitée – du phénomène politique auquel nous avons assisté. Sans minimiser l'importance de l'élection du premier gouvernement minoritaire de l'histoire moderne du Québec, nous savons aujourd'hui qu'il ne s'agit fort probablement pas de l'événement politique du siècle. Tout de même, le développement rapide du discours nationaliste de l'Action démocratique du Québec, entre 2003 et 2007, a déjoué pratiquement tous les stratèges politiques en permettant à l'électorat québécois d'appuyer une alternative nationaliste forte, dépourvue de tout agenda souverainiste. L'adoption par les militants péquistes de l'engagement électoral formel de tenir un référendum sur la souveraineté du Québec dans le prochain mandat a de son côté contribué à radicaliser les options disponibles pour les électeurs. L'attrait du PLQ comme «police d'assurance» contre les risques associés à l'instabilité politique d'une éventuelle sécession a grandement été diminué par la nouvelle offre nationaliste de l'ADQ, pendant que le PQ s'aliénait sans équivoque tous ceux pour qui le processus souverainiste n'était pas envisageable à court terme.

Au point de vue théorique, ce portrait que nos travaux auront permis de dresser est tout à fait compatible avec le modèle de rationalité que David Robertson a établi, et qui a servi de base à notre cadre théorique. La gaffe stratégique du Parti québécois en 2007 s'explique par le poids relatif des militants dans les sphères décisionnelles du parti. Les leaders péquistes, contraints de faire le compromis entre l'objectif de maximisation du vote et la satisfaction des préférences des militants, n'ont pas fait le poids devant la forte volonté de ces derniers de voir l'agenda souverainiste prendre la place centrale du discours de leur parti pour l'élection

générale de 2007. La déception des résultats obtenus lors de cette élection a par la suite donné la légitimité aux leaders de calmer les ardeurs des militants et de poursuivre plus librement l'objectif de maximisation du vote, en modifiant à leur guise la stratégie électorale.

Le postulat de la rationalité des acteurs en politique est audacieux, simpliste pour certains, mais les modèles qui en sont issus proposent une lecture étonnamment réaliste des phénomènes qu'ils analysent. L'idée du compromis entre les leaders et les militants d'un parti, telle que nous venons de l'illustrer, en est un exemple. Le postulat de la différenciation des partis par l'accentuation sélective des enjeux en est un autre. Celui-ci nous a permis d'analyser et de comparer avec une précision inégalée l'offre politique des partis en comptabilisant le nombre de mentions des différents enjeux du débat politique dans leurs plateformes électorales. Nos travaux, tout comme ceux du *Manifesto Research Group*, ont d'ailleurs permis de confirmer la validité de ce postulat. En effet, rarement deux catégories bipolaires dans notre exercice de codage ont totalisé chacune un nombre significatif de quasi-phrases codées pour une même plateforme, voire pour des plateformes distinctes. Par exemple, alors que la catégorie *Expansion de l'État providence* obtient généralement un bon score, son opposé, *Limitation de l'État providence*, n'est jamais significative dans l'étude des plateformes codées.

Également, la très faible pertinence des catégories du pôle «nationalisme canadien», particulièrement les catégories sociologiques comme *Identité québécoise: négatif* et *Identité canadienne: positif*, de même que la rareté et la faiblesse des positionnements des partis du côté «canadien» de cette dimension, tout au long de la période étudiée, démontrent que le débat nationaliste au Québec est bel et bien caractérisé par la variation dans l'accentuation sélective du nationalisme québécois, et non par l'opposition entre celui-ci et le nationalisme canadien. Cette conclusion a des implications tant au plan théorique, en confirmant le postulat de l'accentuation

sélective, qu'au niveau de notre sujet d'étude, en confirmant la vraisemblance d'un consensus nationaliste grandissant dans le débat politique québécois.

La figure 3.8 nous permet également de confirmer que l'espace politique québécois est un *party-reserved space*, comme le définissent Budge et Farlie. Les trois polygones formés en reliant toutes les positions d'un même parti et qui représentent l'espace «réservé» de chacun des partis n'entrent pas en contact et ce, même si les espaces respectifs du PLQ et de l'ADQ sont très rapprochés près du point (9, 0). On remarque facilement dans cette figure que le quadrant centre-gauche / nationalisme québécois appartient au PQ, alors que le PLQ se concentre le long de l'axe nationaliste, naviguant entre le centre-droit et le centre-gauche. L'ADQ, quant à elle, se tient au niveau nationaliste québécois modéré, entre le centre-droit et la droite.

En prenant les dimensions une à une, on remarque toutefois qu'il y a beaucoup de chevauchements sur la dimension gauche/droite, particulièrement entre le PQ et le PLQ. Ces deux partis semblent en effet à peine différenciables sur cette dimension, bien que le PQ soit généralement toujours situé un peu plus à gauche que son rival. C'est donc sur la dimension nationaliste qu'il n'y a pratiquement aucun chevauchement entre les partis, le seul de la période étudiée étant en fait dû à la position de l'ADQ en 1998, plus nationaliste canadien que toutes les positions du PLQ entre 1994 et 2007. Avec les mouvements importants de l'ADQ vers le pôle québécois de la dimension nationaliste, on assiste toutefois à un rapprochement de l'espace traditionnel de l'ADQ avec celui du PQ. Leurs positions respectives de 2007 sont très rapprochées et on peut aisément supposer un chevauchement de leurs espaces sur cette dimension, dès la prochaine élection générale.

Cette situation ne viendrait toutefois pas infirmer l'hypothèse du *party-reserved space*, au contraire. D'abord parce que cette hypothèse ne peut être interprétée sur le court terme. Les partis peuvent aisément se déplacer dans l'espace, d'une élection à l'autre et même voir leurs trajectoires se croiser. Mais c'est en

observant le portrait sur le long terme qu'on remarque l'existence de zones plus ou moins «réservées» à chacun des partis.

Le rapprochement de la position de l'ADQ par rapport à celle du PQ vient même confirmer notre propre hypothèse de recherche. Comme nous l'avons vu, pendant que les positions sur la dimension nationaliste se rapprochent, celles sur la dimension gauche/droite s'éloignent. Les trois partis, même le PQ et le PLQ, n'ont jamais été aussi éloignés sur cette dimension qu'en 2007. La dimension sur laquelle il n'y a pas de chevauchement, sur laquelle chaque parti entretient le plus clairement sa «zone réservée» est au fond la dimension la plus significative pour différencier l'offre politique des partis: c'était la dimension nationaliste en 1994, c'est la dimension gauche/droite en 2007. On peut donc conclure que le modèle du *party-reserved space* est valide. Sur la dimension la plus significative du débat politique, chaque parti «possède» une zone à l'intérieur de laquelle, plus ou moins, il fait évoluer son offre politique.

Notre travail aura également permis de démontrer de manière crédible que la méthodologie du *Comparative Manifesto Project*, bien qu'elle ait été créée dans le but précis de comparer dans un même espace politique les plateformes électorales de plusieurs partis provenant de plusieurs pays, peut aisément être utilisée pour satisfaire d'autres objectifs de recherche. De surcroît, avec quelques ajustements, la grille de codage du CMP peut être utilisée pour analyser la compétition électorale à l'intérieur d'un État fédéré comme le Québec. Malgré l'indiscutable autonomie du débat politique québécois face aux enjeux pancanadiens, il reste que cet exercice pave la voie à un énorme potentiel d'études de la compétition électorale dans des communautés politiques subnationales. Au Québec, la poursuite de la modélisation du déplacement des partis dans l'espace politique entreprise dans ce travail de recherche nous apparaît très intéressante à court et moyen termes afin de saisir avec une plus grande ampleur les phénomènes qui caractérisent notre vie politique.

Cet enthousiasme ne saurait toutefois passer outre les limites évidentes de la méthodologie du CMP. Au niveau du codage, il est en effet plutôt difficile de vérifier la validité du travail effectué par les codeurs et surtout, d'assurer la cohérence des décisions prises par différents codeurs. L'interprétation inédite par un nouveau codeur d'un enjeu très présent dans le débat risque de créer un déplacement injustifié des partis dans l'espace politique et de fausser la comparaison avec les plateformes codées par un autre codeur. C'est pourquoi soit le codage de toutes les plateformes à analyser dans le cadre d'un projet de recherche doivent l'être par le même codeur ou par la même équipe de codeurs qui travaillent en étroite collaboration, soit l'exercice de codage doit être pris en charge par un groupe de recherche permanent qui, comme le CMP, pourra ensuite fournir les grilles de codage complétées aux chercheurs qui le désirent.

La méthodologie elle-même mériterait peut-être aussi d'être revue à son tour. Créée dans les années 1970 par David Robertson, celle-ci emploie la comptabilisation presque mécanique des éléments de texte composant la plateforme électorale. L'argument est que plus un enjeu est nommé dans le texte, plus le parti le met de l'avant dans sa campagne. On n'analyse donc que le texte, sans les titres, sans analyser les éléments graphiques de la plateforme, ni la mise en page du texte. À une époque où les documents écrits étaient produits à la dactylo, cette façon de faire se justifie fort bien. Mais depuis principalement le début des années 2000, du moins dans le cas du Québec, la présentation graphique, les titres, les insistances visuelles et l'organisation du texte sont des éléments très importants de la construction d'une plateforme électorale. L'explosion des technologies de la communication permet aux électeurs d'avoir facilement accès à la documentation officielle du parti; on souhaite donc que celle-ci dégage une image attrayante, inspirante pour l'électeur.

La place grandissante qu'occupent les stratèges politiques, les professionnels de la communication et du marketing politique commande aux chercheurs de prendre en compte ces nouveaux éléments de construction du discours dans l'analyse de

l'offre politique des partis. Sans renier tout le travail et l'héritage du MRG et du CMP, il sera sans doute possible, en mettant à profit les théories de la communication politique, d'améliorer la manière dont on codifie les plateformes électorales en élaborant une nouvelle méthodologie à cette fin. Le déclin de l'imprimé au profit des médias électroniques rattrapera sinon tôt ou tard le pouvoir explicatif de la méthode utilisée par le CMP.

APPENDICE A

DÉFINITION DES CATÉGORIES DE CODAGE³⁵

DOMAINE 1: Relations extérieures

101 Relations extérieures particulières: positif

Mentions favorables d'États ou de communautés avec qui le Québec entretient des liens privilégiés. Par exemple: les États-Unis, le Canada, la France et les autres pays de la francophonie; nécessité de coopérer et/ou d'apporter une aide à ces pays.

102 Relations extérieures particulières: négatif

Mentions négatives d'États ou de communautés avec qui le Québec entretient des liens privilégiés; autrement idem à 101, mais négatif.

103 Anti-impérialisme

Références négatives à l'exercice d'une forte influence (politique, militaire ou économique) sur d'autres États; références négatives au contrôle d'autres pays comme s'ils faisaient partie d'un empire; mentions favorables de la décolonisation; mentions favorables d'une plus grande autonomie et de l'indépendance pour les colonies; références négatives au comportement impérial de n'importe quel pays.

104 Armée: positif

Nécessité de maintenir ou d'augmenter les dépenses militaires; modernisation de l'armée et amélioration de la force militaire; réarmement et défense nationale; nécessité de faire respecter les traités militaires; nécessité d'assurer une main-d'œuvre adéquate dans l'armée.

105 Armée: négatif

Mentions en faveur de la réduction des dépenses militaires; désarmement; «horreurs de la guerre»; promesses de réduire la conscription; autrement idem à 104, mais négatif.

106 Paix

La paix comme objectif général; déclarations de foi en faveur de la paix et des moyens pacifiques de résoudre les crises; désir de voir les pays en conflit s'engager dans un processus de négociation.

³⁵ Le contenu de cet appendice est une adaptation, en traduction libre, de: Ian Budge et al. 2006. *Mapping Policy Preferences II: Estimates for Parties, Electors and Governments in Eastern Europe, European Union and OECD 1990-2003*. Oxford: Oxford University Press, pp. 186-190.

107 Internationalisme: positif

Nécessité d'une coopération internationale; coopération avec des pays autres que ceux codés dans 101; nécessité d'une aide pour les pays en voie de développement; nécessité d'une planification mondiale des ressources; nécessité d'avoir des cours de justice internationales; appui en faveur de n'importe quel objectif international ou gouvernement mondial; appui à l'ONU.

108 Intégration nord-américaine: positif

Mentions favorables de l'intégration nord-américaine en général; désir d'agrandir la communauté de l'ALÉNA et/ou d'accroître son influence; désir de voir le Québec joindre ou demeurer membre de l'ALÉNA.

109 Internationalisme: négatif

Mentions favorables de l'indépendance ou de la souveraineté nationales en opposition à l'internationalisme; autrement idem à 107, mais négatif.

110 Intégration nord-américaine: négatif

Mentions hostiles à l'intégration nord-américaine, l'ALÉNA ou son expansion; opposition à l'influence indésirable de l'intégration continentale sur l'intérêt national; autrement idem à 108, mais négatif.

DOMAINE 2: Liberté et démocratie**201 Droits et libertés de la personne**

Mentions favorables de l'importance des libertés individuelles et des droits civils; liberté face au contrôle bureaucratique; liberté d'expression; liberté face à la coercition dans les sphères politique et économique; individualisme au Québec et ailleurs.

202 Démocratie

Mentions favorable de la démocratie en tant que méthode ou objectif au niveau de l'État ou d'autres organisations; implication de tous les citoyens dans la prise de décision, de même qu'un appui général à la démocratie au Québec.

203 Constitutionnalisme: positif

Appui en faveur d'aspects spécifiques de la constitution; utilisation du constitutionnalisme comme argument pour défendre des politiques, de même qu'une approbation générale de la façon constitutionnelle de faire les choses.

204 Constitutionnalisme: négatif

Opposition à la constitution en général ou à certains de ses aspects; autrement idem à 203, mais négatif.

DOMAINE 3: Système politique

301 Décentralisation

Appui à la dévolution; plus d'autonomie régionale pour les politiques ou l'économie; appui à la conservation de coutumes et de symboles locaux; mentions favorables de considérations spéciales pour les régions; considération en faveur de l'expertise locale.

302 Centralisation

Opposition à la prise de décisions à des niveaux politiques inférieurs; appui en faveur de davantage de centralisation au niveau des procédures politiques et administratives; autrement idem à 301, mais négatif.

303 Efficacité gouvernementale et administrative

Besoin d'efficacité et d'économie au gouvernement et dans l'administration publique; réduction de la fonction publique; amélioration des procédures gouvernementales; volonté générale de rendre les activités du gouvernement et de l'administration publique moins chères et plus efficaces.

304 Corruption politique

Nécessité d'éliminer la corruption et les autres types d'abus dans la vie publique et politique.

305 Autorité politique

Mentions favorables d'un gouvernement fort, incluant la stabilité gouvernementale; compétence du parti à gouverner et/ou manque de telles compétences chez les autres partis.

DOMAINE 4: Économie

401 Libre entreprise

Mentions favorables du capitalisme de libre marché; supériorité de l'entreprise individuelle sur l'État et les systèmes de contrôle; mentions favorables des droits de propriété privée; initiative et entreprise personnelles; nécessité de ne pas nuire aux entreprises individuelles.

402 Incitatifs

Besoin de politiques salariales et de taxation visant à favoriser l'entreprise; encouragement à démarrer des entreprises; nécessité d'incitatifs financiers ou autres en ce sens.

403 Réglementation des marchés

Nécessité de réglementations destinées à mieux faire travailler les entreprises; actions contre les monopoles et les trusts, ainsi qu'en faveur des consommateurs et des petites entreprises; encourager la compétition économique; économie sociale de marché.

404 Planification économique

Mentions favorables d'une planification économique à long terme d'une nature consultative ou indicative; nécessité pour le gouvernement de créer un tel plan.

405 Corporatisme

Mentions favorables de la nécessité d'une collaboration entre les employeurs et les organisations syndicales dans la planification économique à travers des organes tripartites composés du gouvernement, d'employeurs et de syndicats.

406 Protectionnisme: positif

Mentions en faveur de l'extension ou du maintien de tarifs douaniers afin de protéger les marchés intérieurs; autres mesures de protectionnisme économique tels que l'imposition de quotas.

407 Protectionnisme: négatif

Appui en faveur du libre-échange; autrement idem à 406, mais négatif.

408 Objectifs économiques

Déclarations d'intentions de poursuivre tout objectif économique qui n'est pas couvert par une autre catégorie du domaine 4. Cette catégorie est créée afin de capter l'intérêt général des partis dans l'économie et conséquemment, couvre une variété d'objectifs économiques.

409 Gestion keynésienne de la demande

Politique économique orientée vers la demande; politique économique consacrée à la réduction des récessions et/ou à l'objectif d'augmenter la demande privée en augmentant la demande publique et/ou à travers l'augmentation des dépenses dans les services sociaux.

410 Productivité

Nécessité d'encourager ou de faciliter une plus grande production; nécessité de mettre en place des mesures pour contribuer à poursuivre cet objectif; désir d'une plus grande production et importance de la productivité dans l'économie; le paradigme de la croissance.

411 Technologie et infrastructure

Importance de la modernisation de l'industrie et des méthodes de transport et de communication; importance de la science et des développements technologiques dans l'industrie; besoin de formation et de recherche. Cette catégorie n'inclut pas l'éducation en général (voir catégorie 506).

412 Économie contrôlée

Nécessité générale de voir le gouvernement contrôler directement l'économie; contrôle des prix, des salaires, des loyers, etc.

413 Nationalisation

Propriété étatique, partielle ou complète, incluant la propriété publique de terres.

414 Orthodoxie économique

Nécessité d'une orthodoxie économique traditionnelle, ex.: réduction des déficits budgétaires, réduction des dépenses en temps de crise, épargne; appui aux institutions économiques traditionnelles telle que la bourse et le système bancaire; appui favorable à une devise forte.

415 Analyse marxiste

Références positives à l'usage spécifique d'une terminologie marxiste-léniniste dans l'analyse de situations qui sont autrement impossibles à coder.

416 Économie stable («anti-growth»)

Mentions favorables de politiques anti-croissance et d'économie stable; écologisme; «*Green politics*».

DOMAINE 5: Bien-être et qualité de vie**501 Protection environnementale**

Préservation de la campagne, des forêts, etc.; préservation des ressources naturelles contre des intérêts individualistes; usage approprié des parcs nationaux; réserves fauniques, etc.; amélioration de l'environnement.

502 Culture

Nécessité de fournir des installations de culture et de loisirs incluant les arts et le sport; nécessité de financer les musées, galeries d'art, etc.; nécessité d'encourager l'importance des activités de loisir et de la culture de masse.

503 Justice sociale

Concept d'égalité; nécessité d'un traitement équitable pour toutes les personnes; protections spéciales pour les personnes défavorisées; nécessité d'une distribution équitable des ressources; suppression des barrières entre les classes; nécessité de mettre fin à la discrimination raciale, sexuelle, etc.

504 Expansion de l'État providence

Mentions favorables de la nécessité d'introduire, de maintenir ou d'améliorer tout service social ou programme de sécurité sociale; appui en faveur des services sociaux tels que les services de santé ou le logement social. Note: Cette catégorie exclut l'éducation.

505 Limitation de l'État providence

Limiter les dépenses dans les services sociaux ou les programmes de sécurité sociale; autrement idem à 504, mais négatif.

506 Expansion de l'éducation

Nécessité d'augmenter et/ou d'améliorer l'offre éducative à tous les niveaux. Cette catégorie exclut la formation technique, qui est codée dans 411.

507 Limitation de l'éducation

Limitation des dépenses en éducation; autrement idem à 506, mais négatif.

DOMAINE 6: Tissu social**601 Nationalisme: positif**

Appel au patriotisme et/ou au nationalisme; suspension de certaines libertés afin de protéger l'État contre la subversion; appui aux idées nationales établies.

602 Nationalisme: négatif

Contre le patriotisme et/ou le nationalisme; opposition à l'existence de l'État national; autrement idem à 601, mais négatif.

603 Morale traditionnelle: positif

Mentions favorables des valeurs morales traditionnelles; prohibition, censure et suppression de l'immoralité et des comportements inappropriés; maintien et stabilité de la famille; religion.

604 Morale traditionnelle: négatif

Opposition aux valeurs morales traditionnelles; appui au divorce, à l'avortement, etc.; autrement idem à 603, mais négatif.

605 La loi et l'ordre

Mise en application de toutes les lois; actions contre le crime; appui et ressources pour la police; attitudes plus musclées en cour.

606 Cohésion sociale

Appel à l'effort national et à la solidarité; nécessité que la société se voit comme unie; appel à l'esprit national; dénonciation des attitudes anti-sociales en temps de crise; appui en faveur de l'intérêt public.

607 Multiculturalisme: positif

Diversité culturelle, communalisme, pluralité culturelle; préservation de l'autonomie des héritages religieux et linguistiques au Québec, incluant une offre éducationnelle spéciale.

608 Multiculturalisme: négatif

Exécution et encouragement de l'intégration culturelle; autrement idem à 607, mais négatif.

DOMAINE 7: Groupes sociaux**701 Syndicats: positif**

Références favorables aux groupes de travailleurs, à la classe ouvrière, aux chômeurs; appui aux syndicats; traitement respectueux des travailleurs manuels et autres types d'employés.

702 Syndicats: négatif

Abus de pouvoir des syndicats; autrement idem à 701, mais négatif.

703 Fermiers et agriculture

Appui à l'agriculture et aux fermiers; toute politique destinée spécifiquement à leur bénéficiaire.

704 Classe moyenne et groupes professionnels

Références favorables à la classe moyenne, aux groupes professionnels, tels que les médecins ou les avocats; ancienne et nouvelle classe moyenne.

705 Groupes minoritaires défavorisés

Références favorables aux minorités défavorisées qui ne se définissent en termes ni économiques, ni démographiques, ex.: les handicapés, homosexuels, immigrants, réfugiés, etc.

706 Groupes démographiques non-économiques

Mentions favorables ou nécessité de venir en aide aux femmes, aux aînés, aux jeunes, aux groupes linguistiques, etc.; groupes d'intérêt démographiques de toutes sortes.

DOMAINE 8: Question nationale**203-1 Fédéralisme: positif**

Valorisation du bon fonctionnement de la fédération canadienne; avantages que retire le Québec de son appartenance au Canada (sous-catégorie de 203).

204-1 Fédéralisme: négatif

Dénonciation des désavantages que retire le Québec de sa participation à la fédération canadienne (sous-catégorie de 204).

301-1 Autonomie provinciale

Valorisation et nécessité de voir consentis de plus importants pouvoirs aux provinces canadiennes (ou au Québec seulement), au détriment du gouvernement fédéral (sous-catégorie de 301).

302-1 Pouvoir fédéral

Valorisation et nécessité pour le gouvernement fédéral d'exercer son légitime pouvoir d'intervention, autrement que via le transfert inconditionnel de pouvoirs ou de ressources aux gouvernements provinciaux (sous-catégorie de 302).

306 Souveraineté: positif

Valorisation de l'accession du Québec à la souveraineté politique, ou du processus pour y parvenir (nouvelle catégorie).

307 Souveraineté: négatif

Dénonciation des désavantages pour le Québec d'accéder à la souveraineté politique, ou de s'engager dans un processus pour y parvenir (nouvelle catégorie).

601-1 Identité québécoise: positif

Valorisation des particularités identitaires du peuple québécois. Cette catégorie exclut la langue (sous-catégorie de 601).

601-2 Identité canadienne: négatif

Idem à 602-2 [voir plus bas], mais négatif (sous-catégorie de 601).

602-1 Identité québécoise: négatif

Idem à 601-1, mais négatif (sous-catégorie de 602).

602-2 Identité canadienne: positif

Assimilation de la collectivité québécoise à l'ensemble socioculturel canadien; valorisation, au Québec, des caractéristiques identitaires du peuple canadien (incluant autant les Québécois que les autres Canadiens) (sous-catégorie de 602).

607-1 Bilinguisme

Valorisation et nécessité de faire respecter, au Québec, le bilinguisme français/anglais (sous-catégorie de 607).

608-1 Langue française

Valorisation de la prédominance et de la protection de la langue française au Québec; nécessité de poursuivre ou d'améliorer cette protection (sous-catégorie de 608).

APPENDICE B

DÉFINITION DES DIMENSIONS DE L'ESPACE POLITIQUE QUÉBÉCOIS

Tableau B.1

Définition des pôles de la dimension gauche/droite

Enjeux «de droite» - somme des pourcentages des catégories:	Enjeux «de gauche» - somme des pourcentages des catégories:
Armée: positif	Anti-impérialisme
Droits et libertés de la personne	Armée: négatif
Constitutionnalisme: positif	Paix
Autorité politique	Internationalisme: positif
Libre entreprise	Démocratie
Incitatifs	Réglementation des marchés
Protectionnisme: négatif	Planification économique
Orthodoxie économique	Protectionnisme: positif
Limitation de l'État providence	Économie contrôlée
Nationalisme: positif	Nationalisation
Morale traditionnelle: positif	Expansion de l'État providence
La loi et l'ordre	Expansion de l'éducation
Cohésion sociale	Syndicats: positif

Adaptation, en traduction libre, tirée de: Ian Budge & al. 2001. *Mapping Policy Preferences: Estimates for Parties, Electors and Governments 1945-1998*. Oxford: Oxford University Press, p. 22.

Tableau B.2

Définition des pôles de la dimension nationaliste

Nationalisme québécois - somme des pourcentages des catégories:	Nationalisme canadien - somme des pourcentages des catégories:
Fédéralisme: négatif	Fédéralisme: positif
Autonomie provinciale	Pouvoir fédéral
Souveraineté: positif	Souveraineté: négatif
Identité québécoise: positif	Identité québécoise: négatif
Identité canadienne: négatif	Identité canadienne: positif
Langue française	Bilinguisme

APPENDICE C

RÉSULTATS BRUTS DE CODAGE

Tableau C.1

Nombre et proportion des quasi-phrases classées dans les différentes catégories d'enjeux de la grille de codage pour les plateformes électorales du Parti québécois*

Catégories	PQ 1994		PQ 1998		PQ 2003		PQ 2007	
101 Relations extérieures particulières: positif	16	1,16%	4	2,88%	5	0,28%		
103 Anti-impérialisme					3	0,17%		
106 Paix	1	0,07%			1	0,06%	1	0,17%
107 Internationalisme: positif	4	0,29%	1	0,07%	19	1,07%		
108 Intégration nord-américaine: positif	1	0,07%	9	0,65%	2	0,11%		
110 Intégration nord-américaine: négatif					3	0,17%		
201 Droits et libertés de la personne	13	0,95%	15	1,08%	31	1,75%	6	1,07%
202 Démocratie	20	1,45%	17	1,22%	40	2,26%	17	3,02%
203 Constitutionnalisme: positif	4	0,29%						
301 Décentralisation	84	6,11%	30	2,16%	72	4,07%	28	4,97%
302 Centralisation	2	0,15%			3	0,17%		
303 Efficacité gouvernementale et administrative	56	4,07%	60	4,31%	78	4,41%	21	3,73%
304 Corruption politique	1	0,07%			1	0,06%		

305 Autorité politique	58	4,22%	27	1,94%	55	3,11%	20	3,55%
401 Libre entreprise	49	3,56%	41	2,95%	13	0,74%	4	0,71%
402 Incitatifs	17	1,24%	21	1,51%	6	0,34%	5	0,89%
403 Réglementation des marchés	6	0,44%	6	0,43%			3	0,53%
404 Planification économique	1	0,07%					1	0,18%
405 Corporatisme			10	0,72%	1	0,06%	4	0,71%
406 Protectionnisme: positif	9	0,65%						
407 Protectionnisme: négatif	8	0,58%	5	0,36%	6	0,34%		
408 Objectifs économiques	104	7,56%	183	13,16%	126	7,13%	32	5,68%
410 Productivité	8	0,58%	68	4,89%	39	2,21%	13	2,31%
411 Technologie et infrastructure	88	6,40%	148	10,64%	96	5,43%	25	4,44%
412 Économie contrôlée			1	0,07%			2	0,36%
413 Nationalisation	7	0,51%	15	1,08%	1	0,06%	4	0,71%
414 Orthodoxie économique	11	0,80%	27	1,94%	48	2,71%	6	1,07%
416 Économie stable («anti-growth»)			5	0,36%	1	0,06%		
501 Protection environnementale	37	2,69%	42	3,02%	86	4,86%	72	12,79%
502 Culture	60	4,36%	48	3,45%	60	3,39%	13	2,31%
503 Justice sociale	144	10,47%	122	8,77%	103	5,83%	44	7,82%
504 Expansion de l'État providence	67	4,87%	133	9,56%	216	12,22%	52	9,24%
506 Expansion de l'éducation	59	4,29%	76	5,46%	180	10,18%	54	9,59%
507 Limitation de l'éducation	1	0,07%	1	0,07%				
601 Nationalisme: positif	5	0,36%						

603 Morale traditionnelle: positif	12	0,87%	6	0,43%	62	3,51%	7	1,24%
605 La loi et l'ordre	12	0,87%			21	1,19%	8	1,42%
606 Cohésion sociale	40	2,91%	21	1,51%	44	2,49%	14	2,49%
607 Multiculturalisme: positif	29	2,11%	7	0,50%	13	0,74%		
608 Multiculturalisme: négatif	5	0,36%			1	0,06%		
701 Syndicats: positif	13	0,95%	11	0,79%	48	2,71%	14	2,49%
703 Fermiers et agriculture	9	0,65%	34	2,44%	26	1,47%	22	3,91%
704 Classe moyenne et groupes professionnels			5	0,36%				
705 Groupes minoritaires défavorisés	14	1,02%	19	1,37%	21	1,19%		
706 Groupes démographiques non-économiques	31	2,25%	32	2,30%	16	0,90%	5	0,89%
203-1 Fédéralisme: positif	4	0,29%			2	0,11%		
204-1 Fédéralisme: négatif	78	5,67%	34	2,44%	32	1,81%	5	0,89%
301-1 Autonomie provinciale	66	4,80%	29	2,08%	51	2,88%	5	0,89%
302-1 Pouvoir fédéral			1	0,07%			1	0,18%
306 Souveraineté: positif	68	4,95%	39	2,80%	75	4,24%	35	6,22%
307 Souveraineté: négatif					2	0,11%		
601-1 Identité québécoise: positif	14	1,02%	7	0,50%	22	1,24%	15	2,66%
601-2 Identité canadienne: négatif	1	0,07%			1	0,06%		
607-1 Bilinguisme					5	0,28%		
608-1 Langue française	38	2,76%	31	2,23%	31	1,75%	5	0,89%
TOTAL (excluant 000)	1375		1391		1768		563	

000 Non codées	46	3,24%	55	3,80%	90	4,84%	59	9,49%
TOTAL BRUT	1421		1446		1858		622	

* Les catégories qui n'ont obtenu aucune mention sont absentes du tableau.

Tableau C.2

Nombre et proportion des quasi-phrases classées dans les différentes catégories d'enjeux de la grille de codage pour les plateformes électorales du Parti libéral du Québec*

Catégories	PLQ 1994		PLQ 1998		PLQ 2003		PLQ 2007	
101 Relations extérieures particulières: positif			6	0,97%			17	1,62%
103 Anti-impérialisme	4	0,36%						
107 Internationalisme: positif	2	0,18%					9	0,86%
108 Intégration nord-américaine: positif	1	0,09%			1	0,14%		
109 Internationalisme: négatif	2	0,18%						
201 Droits et libertés de la personne	23	2,10%	16	2,58%	31	4,28%	22	2,10%
202 Démocratie	14	1,28%	24	3,87%	27	3,73%	8	0,76%
301 Décentralisation	23	2,10%	64	10,32%	84	11,59%	14	1,34%
302 Centralisation					2	0,28%		
303 Efficacité gouvernementale et administrative	109	9,94%	31	5,00%	116	16,00%	72	6,87%
304 Corruption politique			2	0,32%	5	0,69%		
305 Autorité politique	4	0,36%	25	4,03%	3	0,41%	49	4,68%
401 Libre entreprise	62	5,65%	11	1,77%	23	3,17%	25	2,39%
402 Incitatifs	28	2,55%	8	1,29%	2	0,28%	11	1,05%
403 Réglementation des marchés	11	1,00%			7	0,97%	5	0,48%
405 Corporatisme	11	1,00%	3	0,48%			2	0,19%
406 Protectionnisme: positif	1	0,09%	1	0,16%			2	0,19%
407 Protectionnisme: négatif	8	0,73%			1	0,14%	9	0,86%

408 Objectifs économiques	121	11,03%	71	11,45%	37	5,10%	53	5,06%
410 Productivité	9	0,82%	26	4,19%	5	0,69%	44	4,20%
411 Technologie et infrastructure	131	11,94%	56	9,03%	48	6,62%	65	6,20%
412 Économie contrôlée	6	0,55%	2	0,32%				
413 Nationalisation	5	0,46%			4	0,55%	3	0,29%
414 Orthodoxie économique	16	1,46%	3	0,48%	10	1,38%	18	1,72%
501 Protection environnementale	12	1,09%	22	3,55%	5	0,69%	91	8,68%
502 Culture	1	0,09%	5	0,81%	8	1,10%	43	4,10%
503 Justice sociale	78	7,11%	29	4,68%	50	6,90%	95	9,06%
504 Expansion de l'État providence	39	3,56%	44	7,10%	90	12,41%	96	9,16%
505 Limitation de l'État providence	7	0,64%			1	0,14%		
506 Expansion de l'éducation	75	6,84%	45	7,26%	81	11,17%	95	9,06%
507 Limitation de l'éducation			1	0,16%			7	0,67%
601 Nationalisme: positif	2	0,18%			4	0,55%	5	0,48%
603 Morale traditionnelle: positif	29	2,64%	2	0,32%	19	2,62%	19	1,81%
605 La loi et l'ordre	8	0,73%	8	1,29%	1	0,14%	1	0,10%
606 Cohésion sociale	70	6,38%	12	1,94%	25	3,45%	20	1,91%
607 Multiculturalisme: positif	26	2,37%	13	2,10%	2	0,28%	9	0,86%
608 Multiculturalisme: négatif			1	0,16%				
701 Syndicats: positif	7	0,64%	11	1,77%	15	2,07%	5	0,48%
702 Syndicats: négatif	6	0,55%			3	0,41%	2	0,19%
703 Fermiers et agriculture	1	0,09%	21	3,39%				

705 Groupes minoritaires défavorisés	10	0,91%	13	2,10%			1	0,10%
706 Groupes démographiques non-économiques	19	1,73%	2	0,32%	3	0,41%	14	1,34%
203-1 Fédéralisme: positif	30	2,73%	10	1,61%			41	3,91%
204-1 Fédéralisme: négatif	3	0,27%					2	0,19%
301-1 Autonomie provinciale	16	1,46%	10	1,61%	1	0,14%	17	1,62%
302-1 Pouvoir fédéral	1	0,09%	1	0,16%				
307 Souveraineté: négatif	4	0,36%	7	1,13%			5	0,48%
601-1 Identité québécoise: positif	31	2,83%	2	0,32%	4	0,55%	24	2,29%
602-1 Identité québécoise: négatif	1	0,09%						
602-2 Identité canadienne: positif	3	0,27%	2	0,32%			2	0,19%
607-1 Bilinguisme	11	1,00%	2	0,32%	1	0,14%	6	0,57%
608-1 Langue française	16	1,46%	8	1,29%	6	0,83%	20	1,91%
TOTAL (excluant 000)	1097		620		725		1048	
000 Non codées	43	3,77%	11	1,74%	35	4,61%	43	3,94%
TOTAL BRUT	1140		631		760		1091	

* Les catégories qui n'ont obtenu aucune mention sont absentes du tableau.

Tableau C.3

Nombre et proportion des quasi-phrases classées dans les différentes catégories d'enjeux de la grille de codage pour les plateformes électorales de l'Action démocratique du Québec*

Catégories	ADQ 1994		ADQ 1998		ADQ 2003		ADQ 2007	
101 Relations extérieures particulières: positif	3	0,43%			13	0,86%	2	0,41%
107 Internationalisme: positif	3	0,43%			15	0,99%	2	0,41%
108 Intégration nord-américaine: positif	2	0,29%						
109 Internationalisme: négatif	1	0,14%			5	0,33%		
201 Droits et libertés de la personne	13	1,87%	12	2,99%	108	7,15%	33	6,78%
202 Démocratie	53	7,60%	30	7,46%	49	3,24%	20	4,11%
203 Constitutionnalisme: positif					1	0,07%		
301 Décentralisation	44	6,31%	7	1,74%	135	8,93%	32	6,57%
302 Centralisation	2	0,29%	2	0,50%				
303 Efficacité gouvernementale et administrative	99	14,20%	60	14,93%	213	14,10%	27	5,54%
304 Corruption politique	21	3,01%	8	1,99%	2	0,13%	3	0,62%
305 Autorité politique	12	1,72%	24	5,97%	50	3,31%	46	9,45%
401 Libre entreprise	30	4,30%	12	2,99%	45	2,98%	15	3,08%
402 Incitatifs	10	1,43%	6	1,49%	9	0,60%	2	0,41%
403 Réglementation des marchés	6	0,86%			17	1,13%	1	0,21%
404 Planification économique	5	0,72%						
405 Corporatisme	4	0,57%	1	0,25%	5	0,33%	1	0,21%
406 Protectionnisme: positif	2	0,29%						

407 Protectionnisme: négatif	13	1,87%					1	0,21%
408 Objectifs économiques	86	12,34%	9	2,24%	73	4,83%	9	1,85%
409 Gestion keynésienne de la demande	1	0,14%						
410 Productivité	14	2,01%	27	6,72%	48	3,18%	10	2,05%
411 Technologie et infrastructure	42	6,03%	13	3,23%	84	5,56%	12	2,46%
413 Nationalisation					4	0,26%		
414 Orthodoxie économique	27	3,87%	17	4,23%	49	3,24%	16	3,29%
501 Protection environnementale	11	1,58%	7	1,74%	63	4,17%	15	3,08%
502 Culture					38	2,51%	7	1,44%
503 Justice sociale	42	6,03%	9	2,24%	123	8,14%	59	12,11%
504 Expansion de l'État providence	3	0,43%	29	7,21%	65	4,30%	20	4,11%
505 Limitation de l'État providence	3	0,43%	2	0,50%	11	0,73%	3	0,62%
506 Expansion de l'éducation	1	0,14%	14	3,48%	39	2,58%	12	2,46%
507 Limitation de l'éducation					1	0,07%	1	0,21%
601 Nationalisme: positif	1	0,14%			4	0,26%	2	0,41%
603 Morale traditionnelle: positif	1	0,14%	9	2,24%	20	1,32%	13	2,67%
605 La loi et l'ordre	1	0,14%	12	2,99%	11	0,73%	31	6,37%
606 Cohésion sociale	71	10,19%	23	5,72%	79	5,23%	20	4,11%
607 Multiculturalisme: positif					17	1,13%	3	0,62%
608 Multiculturalisme: négatif	2	0,29%					3	0,62%
701 Syndicats: positif	17	2,44%	12	2,99%	10	0,66%		
702 Syndicats: négatif	4	0,57%	3	0,75%	6	0,40%	1	0,21%

703 Fermiers et agriculture	14	2,01%	8	1,99%	7	0,46%		
704 Classe moyenne et groupes professionnels			2	0,50%			1	0,21%
705 Groupes minoritaires défavorisés	2	0,29%	1	0,25%				
706 Groupes démographiques non-économiques	6	0,86%	17	4,23%	1	0,07%	2	0,41%
203-1 Fédéralisme: positif			11	2,74%	18	1,19%	5	1,03%
204-1 Fédéralisme: négatif			2	0,50%	1	0,07%	1	0,21%
301-1 Autonomie provinciale	4	0,57%	8	1,99%	31	2,05%	26	5,34%
302-1 Pouvoir fédéral			2	0,50%				
306 Souveraineté: positif	13	1,87%			1	0,07%		
307 Souveraineté: négatif	1	0,14%	3	0,75%	6	0,40%	1	0,21%
601-1 Identité québécoise: positif	7	1,00%			17	1,13%	22	4,52%
602-2 Identité canadienne: positif							1	0,21%
607-1 Bilinguisme							1	0,21%
608-1 Langue française					17	1,13%	5	1,03%
TOTAL (excluant 000)	697		402		1511		487	
000 Non codées	57	7,56%	7	1,71%	102	6,32%	0	0,00%
TOTAL BRUT	754		409		1613		487	

* Les catégories qui n'ont obtenu aucune mention sont absentes du tableau.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et articles

- Blais, André. *To Vote or Not to Vote: The Merits And Limits of Rational Choice Theory*. Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 2000, 200 p.
- Budge, Ian & Dennis Farlie. 1976. *Voting and Party Competition*. New York: J. Wiley, 555 p.
- Budge, Ian & al. 1987. *Ideology, strategy, and party change: spatial analyses of post-war election programmes in 19 democracies*. Cambridge: Cambridge University Press, 494 p.
- Budge, Ian. «A New Spatial Theory of Party Competition». *British Journal of Political Science*, vol. 24, no 4 (octobre 1994), p. 443-467.
- Budge, Ian & al. 2001. *Mapping Policy Preferences: Estimates for Parties, Electors and Governments 1945-1998*. Oxford: Oxford University Press, 274 p.
- Budge, Ian & al. 2006. *Mapping Policy Preferences II: Estimates for Parties, Electors and Governments in Eastern Europe, European Union and OECD 1990-2003*. Oxford: Oxford University Press, 267 p.
- Downs, Anthony. 1957. *An Economic Theory of Democracy*. New York: Harper & Row, 310 p.
- Kitschelt, Herbert. 1997. *The radical right in Western Europe: a comparative analysis*. Ann Arbor: University of Michigan Press, 332 p.
- Kitschelt, Herbert. 1994. *The transformation of European social democracy*. Cambridge: Cambridge University Press, 345 p.
- Olson, Mancur. 1971. *The Logic of Collective Action*. 2^e éd. Cambridge: Harvard University Press, 186 p.
- Pétry, François. 2006. «Comparaison chiffrée des plateformes électorales» dans *Le Parti libéral. Enquête sur les réalisations du gouvernement Charest*, sous la direction de François Pétry, p. 67-81. Lévis: PUL.
- Robertson, David. 1976. *A Theory of Party Competition*. London: J. Wiley, 210 p.

Résultats électoraux

Directeur général des élections du Québec. *DGEQ – Élections générales*. En ligne.
http://www.dgeq.qc.ca/fr/resultats_gen.asp
 Page consultée le 30 janvier 2008.

Plateformes électorales

La plupart de ces documents ont été obtenus grâce au Projet Poltext, Centre d'analyse des politiques publiques. Université Laval (Québec). Le projet Poltext est financé par une subvention du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture.

Action démocratique du Québec. 1994. *Un Québec responsable*. Action démocratique du Québec. 31 p.

Action démocratique du Québec. 1998. *Des idées. Des convictions. Du vrai!*. Action démocratique du Québec. 18 p.

Action démocratique du Québec. 2003. *Pour un gouvernement responsable: Plan d'action pour un premier mandat de l'Action démocratique du Québec*. Québec: Action démocratique du Québec. 72 p.

Action démocratique du Québec. 2007. *Une vision. Un plan. Une parole. Un Plan A pour le Québec*. Action démocratique du Québec. 27 p.

Parti libéral du Québec. 1994. *Agir pour le Québec: Document d'orientation politique*. Parti libéral du Québec. 80 p.

Parti libéral du Québec. 1998. *Le Plan pour un Québec plus fort: Le résumé*. Montréal: Parti libéral du Québec. 28 p.

Parti libéral du Québec. 2003. *Un gouvernement au service des Québécois: Ensemble, réinventons le Québec: Le Plan d'action du prochain gouvernement libéral*. Montréal: Parti libéral du Québec. 47 p.

Parti libéral du Québec. 2007. *S'unir pour réussir le Québec de demain: Plate-forme électorale*. Parti libéral du Québec. 80 p.

Parti québécois. 1994. *Programme électoral du Parti québécois*. Parti québécois. 70 p.

Parti québécois. 1998. *Les orientations du programme électoral du Parti québécois*. Parti québécois. 69 p.

Parti québécois. 2003. *Restons forts. Plate-forme électorale 2003*. Parti québécois. 102 p.

Parti québécois. 2007. *Reconstruisons notre Québec: Feuille de route du Parti québécois: Élections 2007*. Parti québécois. 42 p.